ADIM OUEST

Création d'une maison de santé, à Auray (56)

Demande d'examen au cas par cas / *CERFA et annexes*

1er octobre 2025



DMEAU
9 Rue Charles Lindbergh
35 150 JANZE
02 99 47 65 63

FICHE SIGNALETIQUE

Maitre d'ouvrage / Porteur du projet

Raison sociale :	SCI ADIM OUEST REALISATIONS
Adresse :	1 impasse Charles Trenet – Immeuble DAR ARMOR 44 800 SAINT-HERBLAIN
Téléphone :	02.51.11.28.08 – 06.60.25.64.13
Interlocuteur :	Mme Sarah BLOT – Responsable de projets immobiliers Sarah.blot@vinci-construction.com

Site du projet

Nom et localisation du projet	Création d'une maison de santé, à Auray (56)
Parcelle cadastrale	Section AR, numéro 624 (en partie)

Bureau d'études en charge de l'étude

Raison sociale :	DM EAU
Adresse :	ZA de La Chauvelière - 8, rue Charles Lindbergh - 35 150 JANZE
Téléphone :	02.99.47.65.63
Site internet :	http://www.dmeau.fr
Représentant :	Samuel MOREAU - Gérant s.moreau@dmeau.fr
Interlocuteurs en charge du dossier :	Julien MACQUET – Chargé d'études j.macquet@dmeau.fr

Références du rapport d'étude

Titre :	Demande d'examen au cas par cas relative au projet de création d'une maison de santé, 10 rue du Général Auguste La Houlle à Auray (56)
Version	1er octobre 2025 (V2)

Sommaire

I. CERFA 1

II. ANNEXE 1 : INFORMATIONS NOMINATIVES RELATIVES AU PETITIONNAIRE 13

III. ANNEXE 2 : CLAUSE FILET 14

IV. ANNEXE 3 : PLAN DE SITUATION 16

V. ANNEXE 4 : NATURE DU PROJET 19

1. Modalités de gestion des matériaux et de traitement des déchets 20
2. Défense incendie 20
3. Intégration urbaine et architecturale 21
4. Traitement des espaces verts et plantations 23
5. Accès au terrain et desserte 24
6. Raccordement au réseau d'assainissement eaux usées (EU) et capacité de traitement de la station d'épuration 25

VI. ANNEXE 5 : PLAN DE MASSE DU PROJET 27

VII. ANNEXE 6 : DESCRIPTION DES ABORDS 28

VIII. ANNEXE 7 : PLAN DE SITUATION PAR RAPPORT AUX SITES NATURA 2000 30

IX. ANNEXE 8 : DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL - DMEAU 32

1. Le climat 33
   - 1.1. Les températures 33
   - 1.2. Les précipitations 34
   - 1.3. L'ensoleillement 35
2. La géologie 37
3. Le relief 38
4. L'hydrologie 40
   - 4.1. Le SDAGE Loire Bretagne 40
   - 4.2. Le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel 42
   - 4.3. Le réseau hydrographique communal et continuité hydrologique du projet 44
   - 4.4. Les Zones Humides 45
   - 4.5. Les usages sensibles à proximité et en aval hydrologique 46
5. Les dispositions d'urbanisme 50
   - 5.1. Le PLU d'Auray 50
   - 5.2. Les règles complémentaires 50
   - 5.3. Le patrimoine et l'archéologie 51
6. Zones naturelles protégées 53

6.1. Zones NATURA2000 54
6.2. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Morbihan 56
6.3. Sites naturels classés ou inscrits – servitude AC2 57
6.4. Autres espaces naturels remarquables 58
7. Risques naturels 60
7.1. Inondations liées aux débordements de cours d'eau 60
7.2. Inondations liées aux submersions marines 61
7.3. Inondations liées aux remontées de nappes 62
7.4. Inondations liées aux vents violents et tempêtes 62
7.5. Le risque sismique 63
7.6. Le risque retrait / gonflement des sols argileux 63
7.7. Le risque lié à la foudre 64
7.8. Le risque lié au radon 65
7.9. Le risque lié aux mouvements de terrain 65
7.10. Le risque lié aux incendies et feux de forêt 66
8. Risques technologiques 67
8.1. Le risque industriel et lié aux sites et sols pollués 67
8.2. Le risque nucléaire 68
8.3. Le risque de rupture de barrage 68
8.4. Le risque lié au transport de matières dangereuses 68
X. ANNEXE 9 : APPROCHE HYDRAULIQUE ET MODALITES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES PREVUES – DMEAU 69

I. CERFA

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale
Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.
Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

1 Intitulé du projet

Création d'une maison de santé, 10 rue du Général Auguste La Houlle à Auray (56)

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom	Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination	Raison sociale
SCI ADIM OUEST REALISATIONS	
N°SIRET	Type de société (SA, SCI, …)
52287699400032	SCI

Représentant de la personne morale :	Madame	X	Monsieur

Nom	Prénom
ANSALDI	Jérôme

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet)

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
41. Aires de stationnement ouvertes au public	- 50 unités ou plus : 80 unités

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (Clause-filet) ?

	Oui	X	Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

	Oui	X	Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet porte sur la construction d'une maison de santé sur un terrain vierge de toute construction, à vocation de parking public et présentant quelques espaces verts (pelouses) et plusieurs arbres ponctuels. Le terrain a connu des transformations au cours des dernières années. Sur la partie Nord, aujourd'hui concernée par le projet, d'anciens immeubles d'habitation ont été démolis. Ces interventions ont laissé place à ce terrain vierge en pente.

La parcelle dispose d'un accès véhicule depuis le Sud, mais également d'accès piéton au Nord, au Sud et à l'Est.

L'établissement se développe sur quatre niveaux : un rez-de-parking, un rez-de-chaussée (halls d'entrée, bureaux et locaux d'ingénierie médicale), ainsi que deux étages courants (maison médicale).
La présence d'un rez-de-chaussée et d'un rez-de-parking est due à la déclivité Nord/Sud du terrain. Le rez-de-chaussée est accessible depuis la rue du Goaner au Nord du terrain.
Le rez-de-parking est accessible depuis le Sud de la parcelle et comprend un parking public aérien pour les visiteurs, et un parking privé dans l'emprise du bâtiment réservé au personnel.

Les places de stationnement en rez-de-parking situées dans l'emprise du bâtiment ne sont pas accessibles au public, cette zone de stationnement est réservée au personnel.
Les places de stationnement situées au rez-de-parking sont ouvertes au public et au personnel, tandis que 4 places adaptées en rez-de-parking extérieur et une place PMR adaptée en rez-de-parking intérieur seront aménagées (soit 5% de l'ensemble des emplacements).

La limite Ouest est délimitée par une lisière végétale existante, qui sera renforcée.

La fréquentation maximale du site sera de 374 personnes (dont 74 professionnels).

4.2 Objectifs du projet

La réalisation du projet a pour objectif de satisfaire et de renforcer l'offre de soins dans un territoire soumis à une forte pression résidentielle mais aussi à un vieillissement accentué de sa population, tout en économisant du foncier dans une logique de renouvellement urbain.

L'intérêt de ce projet situé en cœur de ville est aussi de le rendre aisément accessible à pied, en modes doux ou en transport en commun pour des personnes aux moyens de déplacement limités, sans recours possible à la voiture individuelle.
L'objectif est aussi de limiter le délai d'attendre pour une prise en charge rapide des patients, dans une optique de santé publique.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

La phase travaux consiste :

- Abattage de deux arbres et terrassements ;
- Création de la zone de gestion des eaux pluviales pour protéger le milieu pendant et après la phase chantier ;
- Viabilisation du terrain (réseaux humides et souples) ;
- Constructions du bâtiment ;
- Travaux de finition (espaces verts, ...) ;
- Plantations d'arbres, arbustes et création des zones enherbées.

La réduction des nuisances (tenue et sécurité du chantier, gestion des déchets, bruit, milieu naturel ...) sera intégrée au projet et précisée au différentes pièces du dossier de consultation des entreprises (DCE) :
- au Cahier des Prescriptions de Chantier (CPC) : règles de fonctionnement du chantier.
- au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) : règles d'hygiène du chantier.
- au Cahier des Clauses et Charges du Marché (CCCM) : description précise des travaux à réaliser, en particulier pour le lot Terrassement et VRD.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

80 places de stationnements permettent l'accueil des patients en plus des 14 places réservées au personnel.

L'accès carrossable s'effectuera depuis l'accès existant au Sud depuis l'Avenue du Général Auguste la Houlle.

Le projet sera raccordé aux réseaux existants (Électricité, Eau potable, Eaux usées...), mais également au Réseau de Chaleur Urbain (RCU), et fera l'objet d'une viabilisation concernant la totalité des réseaux humides et secs.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

⇨ Permis de Construire
⇨ Déclaration Préalable de division foncière

Le projet est soumis à Permis de Construire. Ce dernier a été déposé en Mairie d'Auray le 23 septembre, pour une instruction en parallèle de la présente demande d'examen au cas par cas.

En outre, la parcelle fait l'objet d'une Déclaration Préalable par son actuel propriétaire pour être divisée. La nouvelle référence cadastrale ne sera pas connue à la date du dépôt du permis de construire.

Cette opération, d'une surface inférieure à un hectare (6 350 m²), ne crée pas de nouveau point de rejet des eaux pluviales, et n'a pas été soumise à Dossier sur l'Eau.
N'étant pas inclus dans un périmètre Natura 2000, le projet n'est pas soumis à une évaluation des incidences Natura 2000.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération – préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Nombre de places de stationnement ouvertes au public -	80 unités
Superficie du terrain d'assiette	6 350 m²
Surface plancher créée	3 899 m²
Emprise au sol créée	1 735 m²
Fréquentation du site	374 personnes au maximum (300 patients et 74 professionnels ou employés)

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro :	10	Voie :	Rue du Général Auguste La Houlle		
Lieu-dit :					
Localité	AURAY				
Code postal :	56 400	BP :		Cedex :	

Coordonnées géographiques

Long :	-2.998377	Lat :	47.669830

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ :	Long :		Lat :	
Point de l'arrivé :	Long :		Lat :	

Communes traversées

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLU d'Auray (zone Ubb)

Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

	Oui	X	Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

	Oui	X	Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?		X	
En zone de montagne ?		X	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?		X	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	X		

Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	X		Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan

Le projet se situe-t-il :	**Oui**	**Non**	**Lequel/Laquelle ?**
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	X		PPBE du Morbihan - 4ème échéance, approuvé par arrêté préfectoral du 10 juillet 2024
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?		X	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?		X	Le projet est situé hors Zones Humides identifiées et validées par la CLE du SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel. En raison de son caractère artificialisé et imperméabilisé, le terrain ne peut abriter des milieux hydromorphes.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?		X	
Dans un site ou sur des sols pollués ?		X	Aucun site ou sol pollué n'est situé sur le terrain du projet. Source : Géorisques
Dans une zone de répartition des eaux ?		X	Aucune ZRE n'a été approuvée en Bretagne (source : Gest'Eau).

Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	X	Aucun périmètre de protection de captage n'est situé sur le périmètre du projet, ou en aval hydraulique proche.
Dans un site inscrit ?	X	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité : :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?		X	La ZSC du Golfe du Morbihan et de la Côte Ouest de Rhuys (Id MNHN : FR5300029) est le site NATURA2000 le plus proche du site, à 1 800 mètres à vol d'oiseau de l'opération, à l'embouchure du ruisseau du Reclus et en aval hydrologique des eaux pluviales du terrain. Le projet est donc connecté hydrologiquement à un site Natura 2000 à moins de 20 km en linéaire de cours d'eau. Néanmoins et pour rappel, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet. Le projet aura ainsi un incidence positive sur ce site Natura 2000 en aval de cours d'eau.
D'un site classé ?		X	Le site est situé hors site classé (source : Atlas du Patrimoine)

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?		X	

	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?		X	
	Est-il excédentaire en matériaux ?		X	Le projet sera au maximum à l'équilibre déblais/remblais. Dans le cas d'excédents de terre, l'entreprise assurera la traçabilité des évacuations, pour garantir leur utilisation conforme à la réglementation (absence de remblais de zones humides ou de décharge sauvage). Le projet s'appuie sur la topographie naturelle du terrain pour optimiser son implantation, et limiter les travaux de terrassement. Le rez-de-parking est conçu sur deux niveaux altimétriques distincts pour s'intégrer au mieux à la topographie naturelle du site.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	X		Le projet nécessitera l'apport de matériaux
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?		X	

Incidences potentielles		**Oui**	**Non**	**De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel**
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	X		A condition de travaux sur les réseaux et la station d'épuration (plus de détails en annexe 8).
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?		X	Du fait de la faible qualité écologique du site (pelouses tondues, surfaces imperméables), le projet n'aura pas d'incidence sur les habitats ou espèces des sites notifiés dans les parties précédentes.

				La ZSC du Golfe du Morbihan et de la Côte Ouest de Rhuys (Id MNHN : FR5300029) est le site NATURA2000 le plus proche du site, à 1 800 mètres à vol d'oiseau de l'opération, à l'embouchure du ruisseau du Reclus et en aval hydrologique des eaux pluviales du terrain. Le projet est donc connecté hydrologiquement à un site Natura 2000 à moins de 20 km en linéaire de cours d'eau. Néanmoins et pour rappel, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet. Le projet aura ainsi un incidence positive sur ce site Natura 2000 en aval de cours d'eau.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?		X	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?		X	Le site est déjà artificialisé (aires de stationnement imperméabilisées, pelouses). Aucune activité agricole ni espace naturel remarquable n'est recensé sur le site. L'impact du projet sur la consommation de terre est nul.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?		X	Aucun PPRT ou sites SEVESO n'est situé à proximité du projet. (Cf. Annexe 8)
	Est-il concerné par des risques naturels ?		X	Aucun PPRN n'est situé à proximité du projet. Source : Géorisques
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?		X	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?		X	Aucun site ou sol pollué n'est recensé sur le site.
Incidences potentielles		**Oui**	**Non**	**De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel**
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	X		La réalisation du projet n'engendre pas d'augmentation significative des déplacements, le terrain étant actuellement un parking public à réaménager. Le trafic généré en phase chantier puis lors de la mise en « service » de l'opération est aussi faible au regard du trafic sur les voies d'accès au site.

	Est-il source de bruit ?	X		Le passage des véhicules ne sera pas la source principale de bruit dans un secteur déjà urbanisé. Le déplacement des véhicules à l'intérieur de l'opération sera relativement lent, comme actuellement.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?		X	Aucune infrastructure routière bruyante classée par arrêté préfectoral n'est recensée à proximité. Le site étant à vocation de services publics, les nuisances sonores ne sont pas susceptibles d'engendrer une gêne notable pour les employés et les patients.
	Engendre-t-il des odeurs ?		X	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?		X	
	Engendre-t-il des vibrations ?		X	
	Est-il concerné par des vibrations ?		X	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	X		L'éclairage sera assuré par des foyers lumineux qui seront posés aux points caractéristiques des voies afin d'en souligner la position plutôt que d'en assurer un niveau d'éclairement important et uniforme.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?		X	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	X		80 places de stationnements nouvellement créées permettent l'accueil des patients, en complément des 14 places réservées au personnel. Le trafic généré par le projet sera automobile, mais également piétons et cycles grâce à la proximité immédiate du bourg et de ses aménités. Toutefois, les évolutions en termes de flux seront faibles, le site étant déjà à vocation de parking public et générateur de flux et de nuisances (sonores et olfactives). Les incidences sont ainsi négligeables.
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	X		Dans le cadre du projet, les pics hydrauliques liés aux eaux de ruissellement de l'opération seront plus intenses à cause de l'imperméabilisation des sols. Le projet s'attache à améliorer la gestion des eaux pluviales par la création de parkings extérieurs en

				pavés drainants favorisant l'infiltration des eaux de ruissellement (contrairement aux places de stationnement actuelles), avec un trop-plein dirigé vers la zone de rétention à créer au Sud-Ouest. Les volumes à gérer ont été calculés selon une pluie d'occurrence décennale (10 ans). **Pour rappel, aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet. Le projet permet ainsi une désimperméabilisation partielle du terrain.**
	Si oui, dans quel milieu ?			Le ruisseau du Reclus → Rivière d'Auray → Golfe du Morbihan

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	X		A condition de travaux sur les réseaux et la station d'épuration (plus de détails en annexe 8).
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?		X	Du fait de la faible qualité écologique du site (pelouses tondues, surfaces bétonnées), le projet n'aura pas d'incidence sur les habitats ou espèces des sites notifiés dans les parties précédentes.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?		X	La ZSC du Golfe du Morbihan et de la Côte Ouest de Rhuys (Id MNHN : FR5300029) est le site NATURA2000 le plus proche du site, à 1 800 mètres à vol d'oiseau de l'opération, à l'embouchure du ruisseau du Reclus et en aval hydrologique des eaux pluviales du terrain. Le projet est donc connecté hydrologiquement à un site Natura 2000 à moins de 20 km en linéaire de cours d'eau. Néanmoins et pour rappel, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant

				un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet. Le projet aura ainsi un incidence positive sur ce site Natura 2000 en aval de cours d'eau.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?		X	Le site est déjà artificialisé (aires de stationnement imperméabilisées, pelouses). Aucune activité agricole ni espace naturel remarquable n'est recensé sur le site. L'impact du projet sur la consommation de terre est nul.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?		X	
	Est-il concerné par des risques naturels ?		X	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?		X	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?		X	
Incidences potentielles		**Oui**	**Non**	**De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel**
Emissions	Engendre-t-il des effluents ?	X		Cf. Annexe 8
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	X		La gestion des déchets sera réalisée conformément à la réglementation en vigueur.
	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine, architectural, culturel, archéologique et paysager ?		X	Le projet n'est compris dans aucune ZPPA, ni même à proximité. De plus, le terrain est situé hors site patrimonial (inscrit, classé, Site Patrimonial Remarquable ou Périmètre des Abords d'un Monument Historique). La consultation des Architectes des Bâtiments de France n'est pas nécessaire, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Le terrain est situé à une trentaine de mètres du vallon du Reclus, compris dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable d'Auray, exécutoire depuis le 17 avril 2018.

	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?		X	Le site est déjà artificialisé (aires de stationnement imperméabilisées, pelouses). Aucune activité agricole ni espace naturel remarquable n'est recensé sur le site. L'impact du projet sur la consommation de terre est nul.

6.2 **Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

	Oui		X	Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 **6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

	Oui		X	Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 **6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables**

6.5 **Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).**

7 Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi

Le projet ne présente pas de sensibilité environnementale majeure, en raison de l'absence d'habitats d'intérêt écologique avéré.
Le site et l'environnement sont déjà très artificialisés (aires de stationnement imperméabilisées, infrastructures routières, pelouses).
Aucune activité agricole ni espace naturel remarquable n'est recensé sur le site. L'impact du projet sur la consommation de terre est nul.

De même, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Pour rappel, aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel.
L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet. Le projet permet ainsi une désimperméabilisation partielle du terrain (cf. annexe 9).

Il n'est pas non plus concerné pas des risques naturels ou technologiques et n'est pas situé à proximité d'un captage d'eau potable ou d'autres usages sensibles.

La desserte du site s'appuie sur un maillage viaire préexistant, tandis que les flux générés par ce projet d'urbanisation n'engendrent pas de modifications substantielles de trafic, le terrain étant déjà un parking public générateur de flux et de nuisances associées.

Enfin, le projet a pour objectif de satisfaire l'offre de soins dans un territoire soumis à une forte pression résidentielle mais aussi à un vieillissement accentué de sa population, tout en économisant du foncier dans une logique de renouvellement urbain, et répond à des intérêts de santé publique.

En conclusion, du fait de la très faible qualité écologique du site, et de son faible impact en termes de circulation et de nuisances, il nous semble qu'une évaluation environnementale ne soit pas nécessaire.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	X
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	X
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	X
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	X
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	X

7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	X

8.2 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1	Annexe 8 : Diagnostic environnemental - DMEAU	X
	Annexe 9 : Approche hydraulique et modalités de gestion des eaux pluviales prévues - DMEAU	X

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables	X
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus	X

Nom :	ANSALDI
Prénom :	Jérôme
Qualité du signataire :	Directeur
A :	Saint-Herblain
Fais-le :	13/10/2025

Signature du demandeur

ADIM OUEST
1 Impasse Charles Trenet
44800 SAINT-HERBLAIN
Tél. 02 51 11 28 08
SIRET 493 126 862 00056

II. ANNEXE 1 : INFORMATIONS NOMINATIVES RELATIVES AU PETITIONNAIRE

III. ANNEXE 2 : CLAUSE FILET

Non concerné

IV. ANNEXE 3 : PLAN DE SITUATION

La commune d'Auray se situe dans le département du Morbihan, en région Bretagne, entre Lorient et Vannes.

Le territoire communal s'étend sur 6,91 km² et compte 14 417 habitants en 2022.

Auray fait partie de la Communauté de Communes de Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA), établissement public de coopération intercommunale regroupant 24 communes, pour un total d'environ 90 000 habitants. Administrativement, la commune est rattachée à l'arrondissement de Lorient.

Le projet est implanté sur une parcelle située à l'intersection de la rue du Goaner et de l'Avenue du Général Auguste la Houlle. Cette parcelle, cadastrée AR 624, est localisée au 10 rue Auguste la Houlle. Elle s'étend sur une superficie totale de 15 272 m².

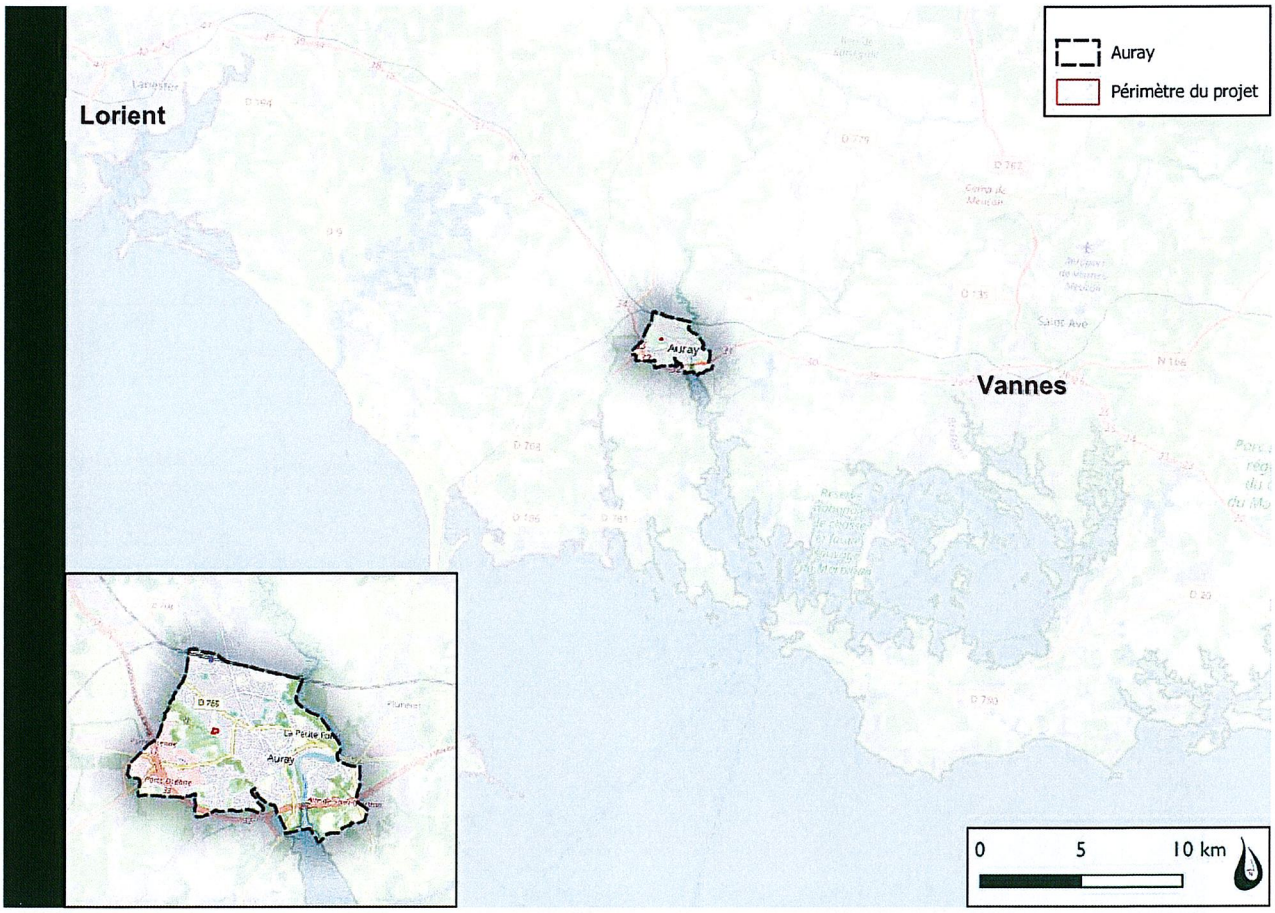


Figure 1 : Plan de localisation du projet - OpenStreetMap

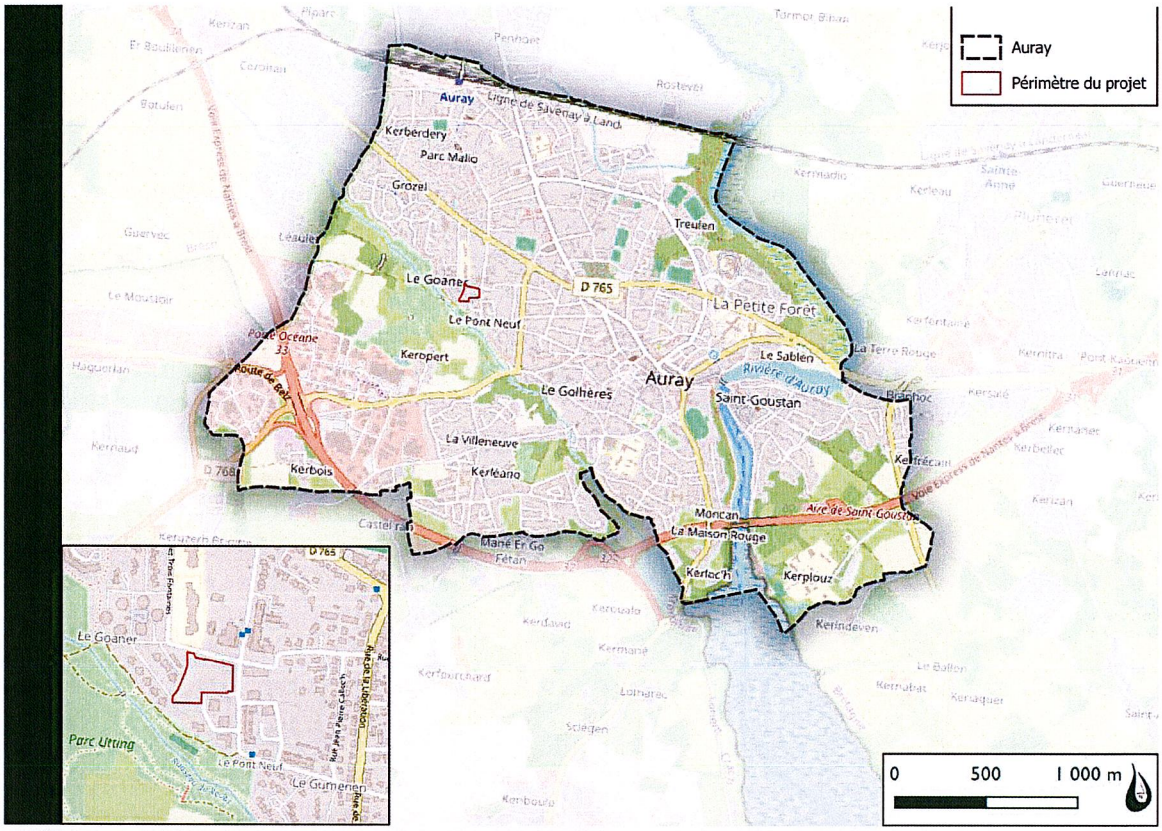


Figure 2 : Terrain d'assiette du projet par rapport au territoire communal – DMEAU 2025

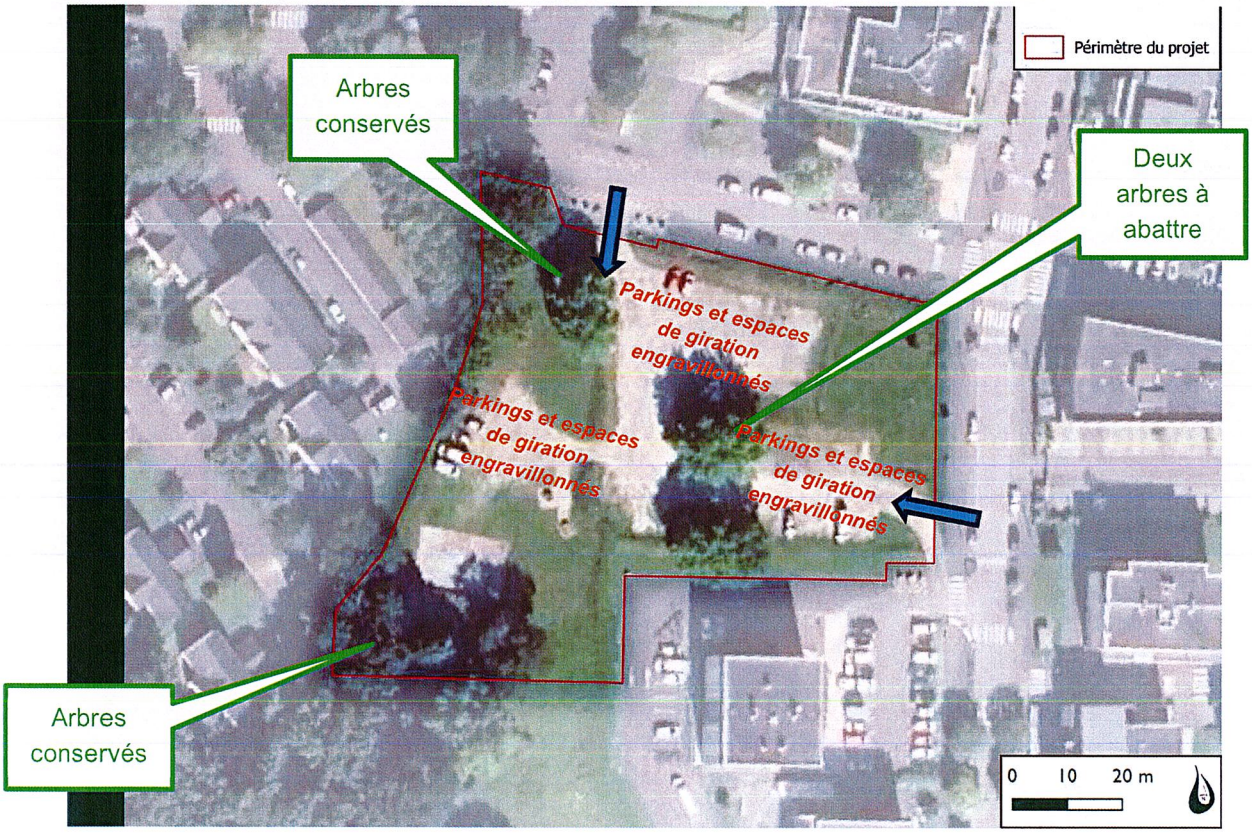


Figure 3 : Vue aérienne du terrain d'assiette du projet – DMEAU 2025

V. ANNEXE 4 : NATURE DU PROJET

1. MODALITES DE GESTION DES MATERIAUX ET DE TRAITEMENT DES DECHETS

Les entreprises chargées des travaux assureront une gestion soignée des déchets de chantier pour éviter toute pollution visuelle. En cas de présence de déchets dangereux, ces derniers seront évacués hors du chantier selon les filières autorisées, bordereaux de suivi des déchets. L'entreposage des déchets se fera sur une zone prédéfinie du chantier, dans des bennes étanches ou sur rétention, au besoin, fermées (envols).

En cas de nécessité de dépôt ou d'extraction de matériaux, ceux-ci s'effectueront dans des sites spécifiques, autorisés et dans le respect de la réglementation en la matière. Une attention particulière sera apportée à la localisation des zones de stockage des engins et des matériaux. Les stockages prolongés de matériaux ou de matériel seront limités dans la mesure du possible.
L'utilisation des matériaux sains extrait sur le site du projet permettra de limiter leur mise en dépôt. Le dépôt des excédents de déblais hors du site permettra également de préserver les sites naturels sensibles.
Les matériaux présentant des anomalies en métaux hors espaces verts et jardins privatifs, seront recouverts par des revêtements de type enrobé, béton. La traçabilité des mouvements de terres sera assurée en phase travaux pour préserver la mémoire du site.

2. DEFENSE INCENDIE

La présence de dispositifs de lutte contre les incendies (poteaux incendie notamment) permet d'assurer la protection incendie de toutes les constructions et des aménagements connexes du site, situées à moins de 200 mètres du dispositif.

Plusieurs poteaux incendie (PI) sont localisés à proximité du site, dans un environnement déjà urbanisé marqué par la présence de nombreuses habitations et services publics (écoles, CLEAS d'Auray).

De plus, le Service Département d'Incendie et de Secours (SDIS) du Morbihan sera consulté dans le cadre de l'instruction du Permis de Construire, le bâtiment projeté étant un Etablissement Recevant du Public (ERP).

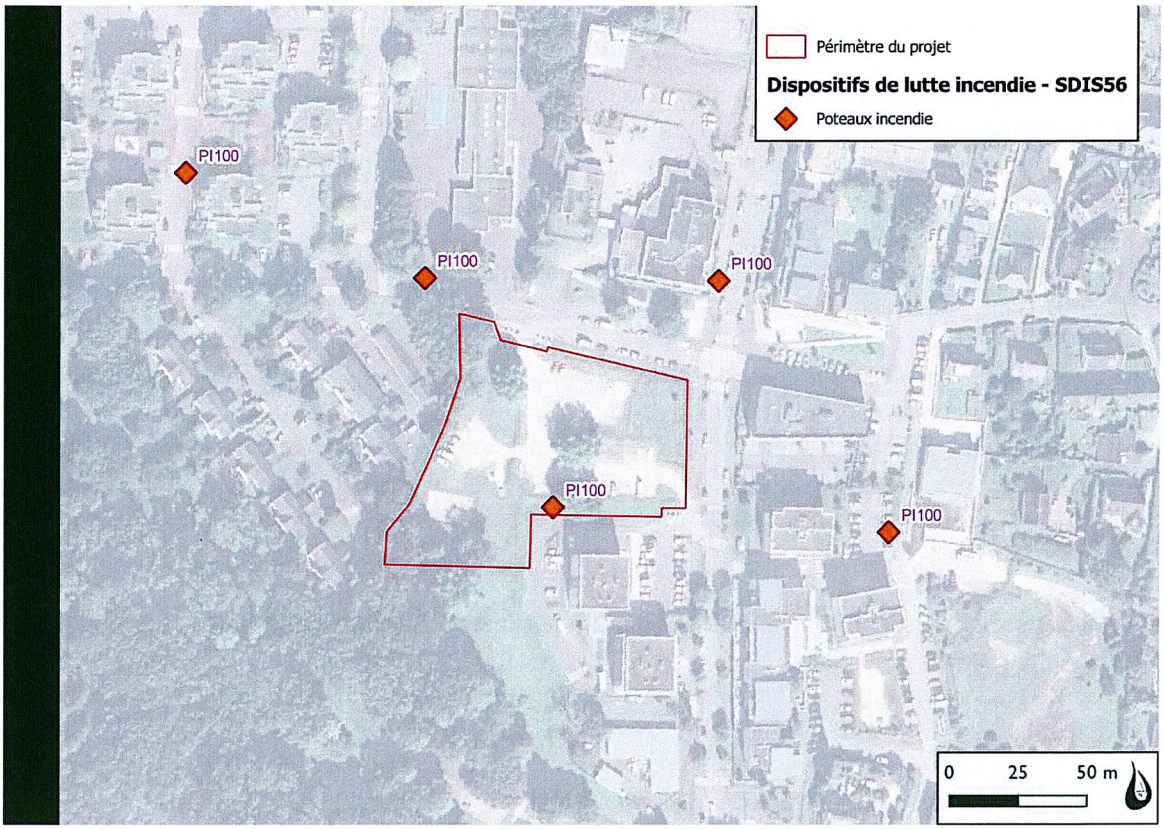


Figure 4 : Vue des dispositifs de lutte incendie à proximité directe du terrain) –: DMEAU - 2025

3. INTEGRATION URBAINE ET ARCHITECTURALE

Le projet adopte une architecture contemporaine et sobre, en harmonie avec son environnement urbain et les usages du bâtiment. Il marque le carrefour par une façade dynamique et s'intègre au contexte en reprenant des teintes voisines. Sa configuration génère deux façades sur rue et deux sur cour, tandis que les pignons s'ouvrent sur les vues lointaines :

- La structure est réalisée en béton. Les murs extérieurs sont en béton architectonique, finition brut ;
- Une double peau architecturale, composée de lames métalliques, habille les façades. Cette vêture confère une identité visuelle élégante et participe à la régulation thermique du bâtiment ;
- Les lames métalliques sont fixées sur une structure secondaire métallique fine ancrée dans le béton de l'enveloppe.

Les loggias et balcons sont traités en peinture minérale type Keim teinte n°9285. Une attention particulière est portée à la répartition des lames, orientées différemment selon les façades pour optimiser la gestion solaire :

- Apport lumineux renforcé sur la façade Nord grâce à la réflexion de la lumière sur les lames ;
- Protection solaire renforcée sur les façades Sud, Est et Ouest, réduisant les surchauffes estivales ;
- La façade Sud, marquée par une double hauteur à l'entrée, est équipée d'un mur rideau et valorise la transparence du hall.

Par ailleurs, les éléments de façade présentent une cohérence chromatique :

- Les menuiseries extérieures sont en aluminium, dans une teinte proche du RAL 1035 ;
- Les lames verticales métalliques d'une largeur de 30 cm, également dans une teinte proche du RAL 1035, assurent une continuité esthétique ;
- Les éléments de serrurerie (garde-corps) sont réalisés en barreaudage vertical métallique, finition identique (RAL 1035) ;
- La coursive présente un garde-corps en barreaudage vertical métallique type RAL 1035, avec des sections rectangulaires fines.

La toiture terrasse technique sur une dalle béton intègre des jardinières végétalisées d'une épaisseur minimale de 30 cm, renforçant la biodiversité du projet.
Concernant le soubassement, les murs du socle soutenant la coursive sont en béton matricé teinte gris-brun type Reckli 1/45 SICILIA RIB. La coursive abrite des jardinières intégrées dans le prolongement de la dalle. Elles permettent d'apporter du végétal en façade avec un effet de plantes tombantes sur les murs du socle.

Les ouvertures d'aération des locaux techniques sous la coursive sont traitées en barreaudage métallique vertical RAL type 1035.
Les aires de stationnement sont encadrées par des murs de soutènement également en béton, avec un traitement similaire au socle architectural.

Concernant le traitement des sols extérieurs, les voiries et zones roulables sont traitées en enrobé avec caniveaux et grilles de récupération d'eau pluviale. Les places de stationnement sont revêtues de pavés à joints engazonnés, favorisant l'infiltration des eaux pluviales.

L'accès principal au rez-de-parking Sud bénéficie d'un traitement qualitatif : pavage en dalles en pierre ou béton avec joints engazonnés, marquant le seuil d'entrée et permettant d'instaurer une transition douce depuis la voie véhicule vers la zone piétonne. Les cheminements piétons, notamment dans les zones de stationnement, sont en béton balayé.

Enfin, le traitement du sol de la coursive se rapproche au maximum du traitement du sol des cheminements en béton balayé. Les murs de soutènement sont traités au même titre que le soubassement du bâtiment.





Figures 5 : Insertions architecturales et paysagères du projet – Atelier Le Piol Architectes

4. TRAITEMENT DES ESPACES VERTS ET PLANTATIONS

Les sujets majeurs sont conservés, à l'exception de deux arbres situés au centre de la parcelle, dont l'abattage est nécessaire pour permettre l'aménagement de l'accès au bâtiment.
La lisière arborée à l'ouest est intégralement préservée et fera l'objet d'un renforcement végétal par la plantation de nouveaux sujets, participant ainsi à la continuité écologique du site et à l'amélioration du cadre de vie.

Pour garantir l'insertion du projet dans l'environnement et offrir un espace agréable aux futurs usagers du site, de nombreux espaces paysagers seront créés sur l'ensemble de l'opération. Des espaces verts engazonnés, des noues paysagères, des talus plantés et des massifs jalonneront l'ensemble des espaces extérieurs. Les essences préconisées seront adaptées à l'environnement écologique du site, ainsi qu'à l'exposition des différentes poches d'espaces verts.

Afin de rester dans le cadre du milieu urbain (mais à proximité de la vallée et son cours d'eau), les essences d'arbres seront majoritairement locales et parfois ornementales. Quelques massifs viendront ponctuellement en accompagnement des limites.

Le massif au cœur des stationnements sera traité en bosquets avec conservation des platanes existants. Les massifs plus petits auront une composition faite d'arbustes de petite taille et de vivaces résistantes à la sécheresse. Un arbre totem est envisagé sur le parvis du bâtiment. Les essences sont choisies selon plusieurs critères en lien avec leur milieu :

- ✓ Le caractère local, notamment pour les arbres ;
- ✓ L'adaptabilité au milieu urbain, ce qui inclut la sensibilité au courant d'air, à la sécheresse et la résistance au stress hydrique ;
- ✓ L'exclusion ou l'utilisation raisonnées des espèces vulnérables aux pathogènes (Fraxinus, Platanus, Ulmus, …) ;
- ✓ La diversification, en évitant les essences ornementales surreprésentées dans la ville d'Auray ;

- ✓ Le feuillage, les espèces caduques sont majoritairement utilisés afin de créer un ombrage en été et de laisser entrer la lumière en période hivernale,

Les essences seront locales avec des chênes pédonculés, des châtaigniers, des érables champêtres et des tilleuls.

Des éléments de biodiversité tels que quelques hôtels à insectes pourront être disposés aux emplacements stratégiques et leur conception ne devra pas permettre la cohabitation entre plusieurs espèces afin de limiter la prédation et le transfert de maladie. Leur destination serait ciblée sur les chrysopes, bourdons, coccinelles et papillons, les abeilles solitaires nichant plus facilement en terre.

Des nichoirs pourront être installés sur les arbres plantés espacés d'au moins 15 mètres voire plus selon les oiseaux et éloignés des hôtels à insectes. Les dimensions sont variables en fonction de l'espèce ciblée.

5. ACCES AU TERRAIN ET DESSERTE

Le bâtiment est accessible aux piétons depuis la façade Nord et la façade Est, facilitant les cheminements doux en lien avec l'environnement urbain. L'accès véhicules personnel et public ainsi que l'entrée au parking aérien se font depuis la limite Sud.

En limite Nord-Ouest, la délimitation est assurée par un enrochement surmonté d'un garde-corps en serrurerie métallique (barreaudage vertical RAL type 1035) similaire à l'ensemble des garde-corps du projet.
Sur la limite Sud, des barrières levantes automatiques sont positionnées à l'entrée et à la sortie du parking, permettant de sécuriser l'accès à la zone de stationnement.

Le bâtiment sera raccordé au réseau de chaleur urbain traversant la rue du général Auguste La Houlle, le raccordement se fait depuis la façade Est vers le local sous-station.

Un poste transformateur est prévu dans l'emprise du bâtiment, au Nord-Ouest, et permet un accès de plain-pied depuis la rue

6. RACCORDEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES (EU) ET CAPACITE DE TRAITEMENT DE LA STATION D'EPURATION

Le projet est situé en zonage d'assainissement collectif de la Commune d'Auray, tandis qu'un réseau gravitaire de collecte des eaux usées est situé au sein du site (ayant servi auparavant aux anciennes constructions désormais démolies).

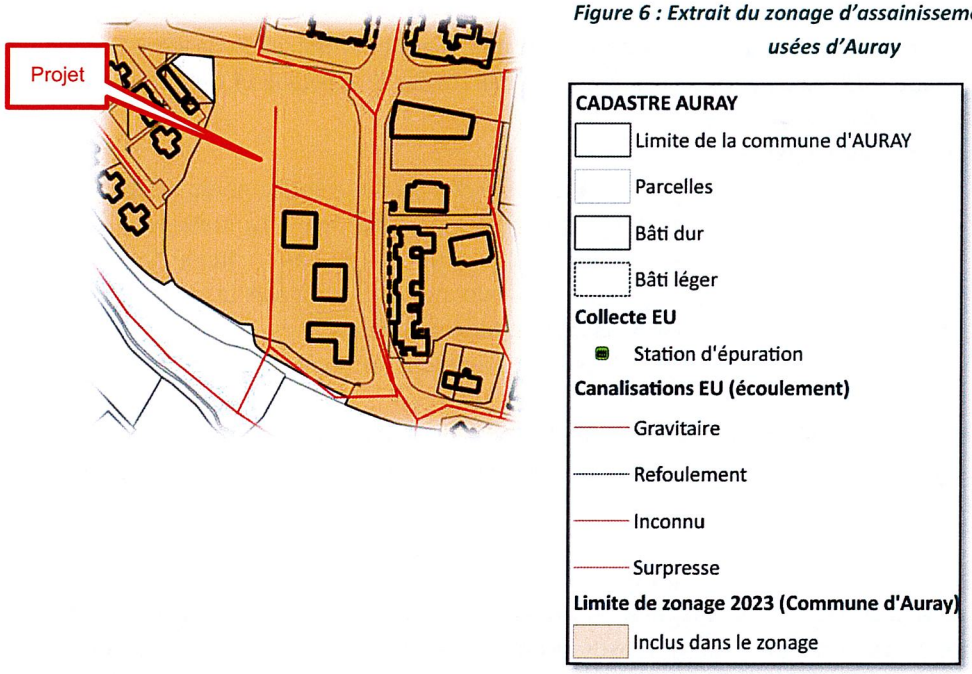


Figure 6 : Extrait du zonage d'assainissement des eaux usées d'Auray

Le réseau de collecte d'Auray aboutit à une seule station d'épuration, celle de Lann Pont Houar située à Crac'h, à la limite communale avec Auray.

Cette station, mise en service en 2005, est de type boues activées à aération prolongée. Elle comprend un traitement tertiaire par filtration ainsi qu'une désinfection UV et un lagunage de finition. Elle présente une capacité nominale de 40 000 EH pour un débit nominal de 6 620 m3/j. Elle traite les eaux usées des communes d'Auray, de Brec'h, de Pluneret, de Sainte-Anne d'Auray, mais aussi d'une partie des communes de Plumergat, Crac'h et Mériadec.

La qualité du rejet de la station depuis 2019 satisfait aux normes de rejet, et même lors des dépassements hydrauliques de la capacité nominale chaque année. Ces dépassements ne dégradent pas la qualité du rejet.

En effet, la station d'épuration, comme la majorité des stations d'épuration du littoral morbihannais, est concernée par des intrusions d'eaux parasites lors d'épisodes pluvieux sur les réseaux situés en amont. De même, des pics de débit qui dépassent chaque année la capacité nominale de la station sont régulièrement observés.

En ce qui concerne la charge organique, elle respecte la capacité nominale à l'exception des maximum observés en 2021 (capacité dépassée de moins de 1%). Ces dépassements ne dégradent pas la qualité du rejet et pourraient s'expliquer par des déversements sauvages de matières de curage ou des curages de réseaux.

Vis-à-vis de l'atteinte de la capacité nominale du point de vue organique, un marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration de la station d'épuration a été lancé, afin de :

- Atteindre la capacité nominale du point de vue organique et hydraulique ;
- Anticiper les charges organique et hydraulique supplémentaires liées aux raccordements des zones urbanisées et à urbaniser au PLU des 6 communes concernées.

Il comprend un diagnostic de la station d'épuration avec notamment la vérification du dimensionnement des différentes étapes de traitement en lien avec les perspectives d'évolution de l'urbanisation sur l'ensemble du réseau de collecte.
Les travaux comprendront également :

- la mise en œuvre de prétraitements neufs permettant de traiter également les surcharges hydrauliques ;
- La réhausse du voile du bassin anaérobie ;
- Le dimensionnement, la réhabilitation et la sécurisation de la filière de traitement des odeurs ;
- Une amélioration des consommations énergétiques.

Des travaux sont d'ores et déjà envisagés à ce stade, et ce notamment pour permettre à la station de gérer les surcharges hydrauliques (filière complémentaire éventuelle, augmentation de la capacité des prétraitements).

Par ailleurs, des études de maîtrise d'œuvre par le bureau d'étude Artelia sont en cours pour la restructuration et la sécurisation de la chaîne de transfert du poste de refoulement (PR) Poulben. Du fait de l'ensemble de ces travaux, la charge hydraulique en entrée de station pourra être optimisée. A noter que des études diagnostiques et schémas directeurs sont également à venir sur les bassins versants Est du Poulben et de Saint-Goustan.

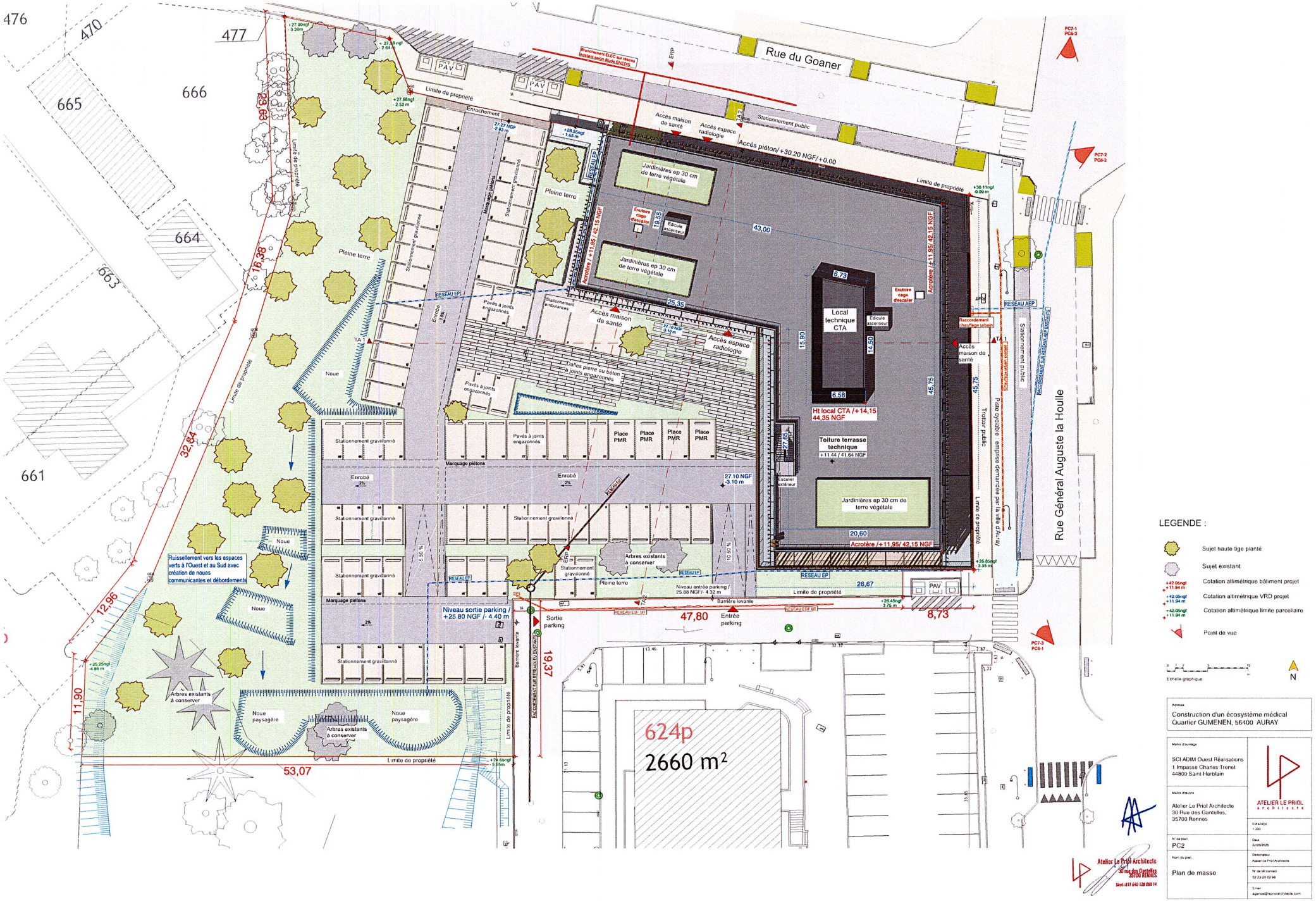
Le programme de travaux en cours d'élaboration sur la filière de traitement permettra dans un premier temps de réduire les surcharges hydrauliques en entrée de filière.

Dans un deuxième temps, cette restructuration permettra d'anticiper la gestion les charges hydrauliques et organiques supplémentaires liées à l'urbanisation de la commune d'Auray, et des autres communes raccordées au réseau collectif.
La filière projetée améliorera la situation actuelle : désinfection UV pour atteindre une norme de rejet bactériologique de 100 E. coli/100 ml.

Une déphosphatation sera maintenue dans le cadre de la restructuration, afin de garantir un niveau de rejet en phosphore total renforcé à hauteur de 1 mg/l autorisé.

Pour terminer, des travaux de réhabilitation de la STEP sont prévus concernant les étapes de traitement suivantes :
- Construction de prétraitements neufs ;
- Réalisation d'une filière temps de pluie.

VI. ANNEXE 5 : PLAN DE MASSE DU PROJET



LEGENDE :

- Sujet haute tige planté
- Sujet existant
- +42.06ngf / +11.94 m — Cotation altimétrique bâtiment projet
- +42.05ngf / +11.94 m — Cotation altimétrique VRD projet
- +42.05ngf / +11.94 m — Cotation altimétrique limite parcellaire
- Point de vue

Echelle graphique

N

Adresse
Construction d'un écosystème médical
Quartier GUMENEN, 56400 AURAY

Maître d'ouvrage
SCI ADIM Ouest Réalisations
1 Impasse Charles Trenet
44800 Saint-Herblain

Maître d'œuvre
Atelier Le Priol Architecte
30 Rue des Gantelles,
35700 Rennes

ATELIER LE PRIOL Architecte

Echelle(s)
1:200

N° de plan
PC2

Date
22/09/2025

Nom du plan
Plan de masse

Dessinateur
Atelier Le Priol Architecte

N° de tél. contact
02 23 20 02 96

Email
agence@lepriolarchitecte.com

Atelier Le Priol Architecte
30 rue des Gantelles
35700 RENNES
Siret : 877 640 128 000 14

VII. ANNEXE 6 : DESCRIPTION DES ABORDS

Le terrain est bordé :

- A l'Ouest, par une haie et des éléments arborés délimitant l'actuel parking des habitations riveraines et de leurs jardins privatifs ;
- Au Nord, par la rue du Goaner ;
- Au Sud, par deux bâtiments collectifs d'habitations et des espaces de giration ;
- À l'Est, par l'Avenue du Général Auguste La Houlle, second accès au site.

Aucun cours d'eau ou surface en eau de type mare, lagune, étang ou bassin de rétention n'est situé sur le périmètre de l'opération.

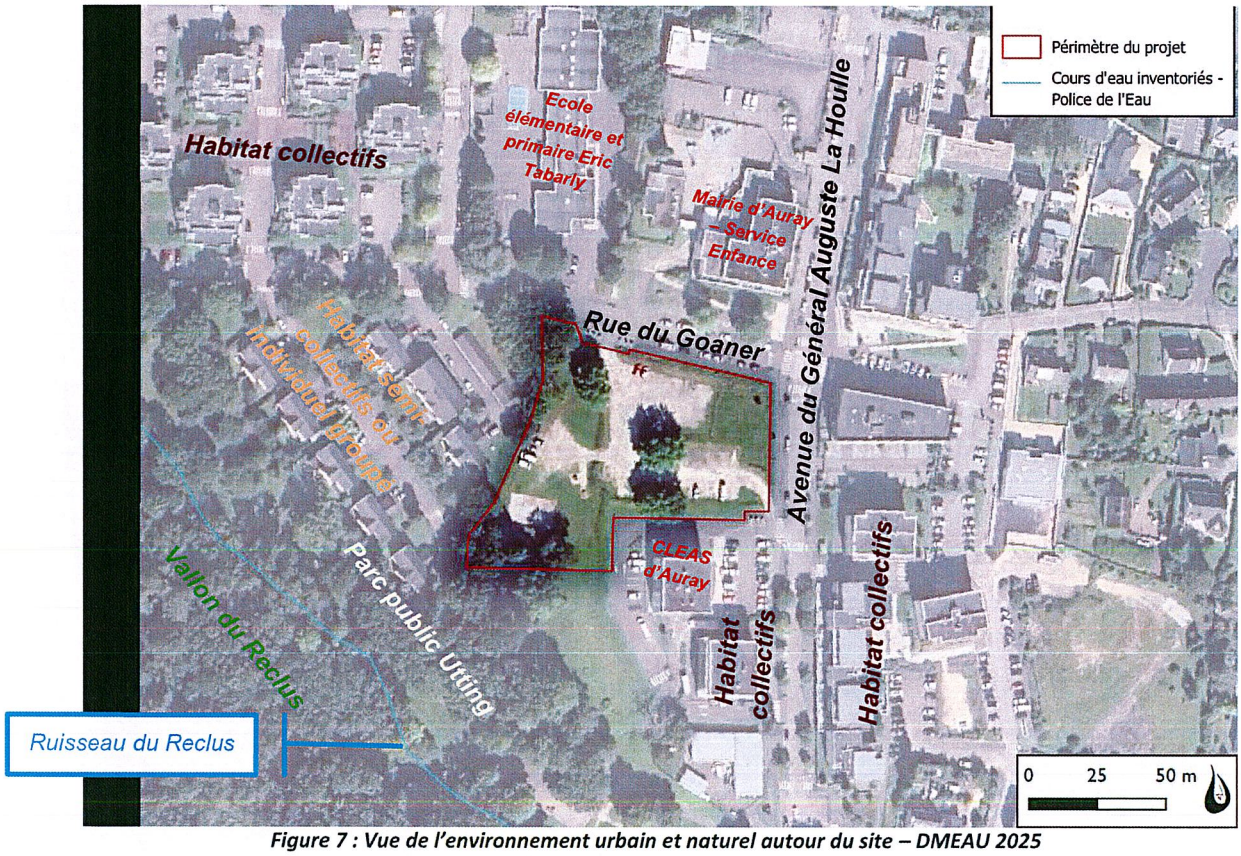


Figure 7 : Vue de l'environnement urbain et naturel autour du site – DMEAU 2025

VIII. ANNEXE 7 : PLAN DE SITUATION PAR RAPPORT AUX SITES NATURA 2000

En référence au code de l'environnement article R414-19 issu du décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'arrêté préfectoral du 18 mai 2011, fixant la liste locale des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000, **le projet situé hors zone classée, n'est pas soumis à l'évaluation des incidences NATURA2000.**

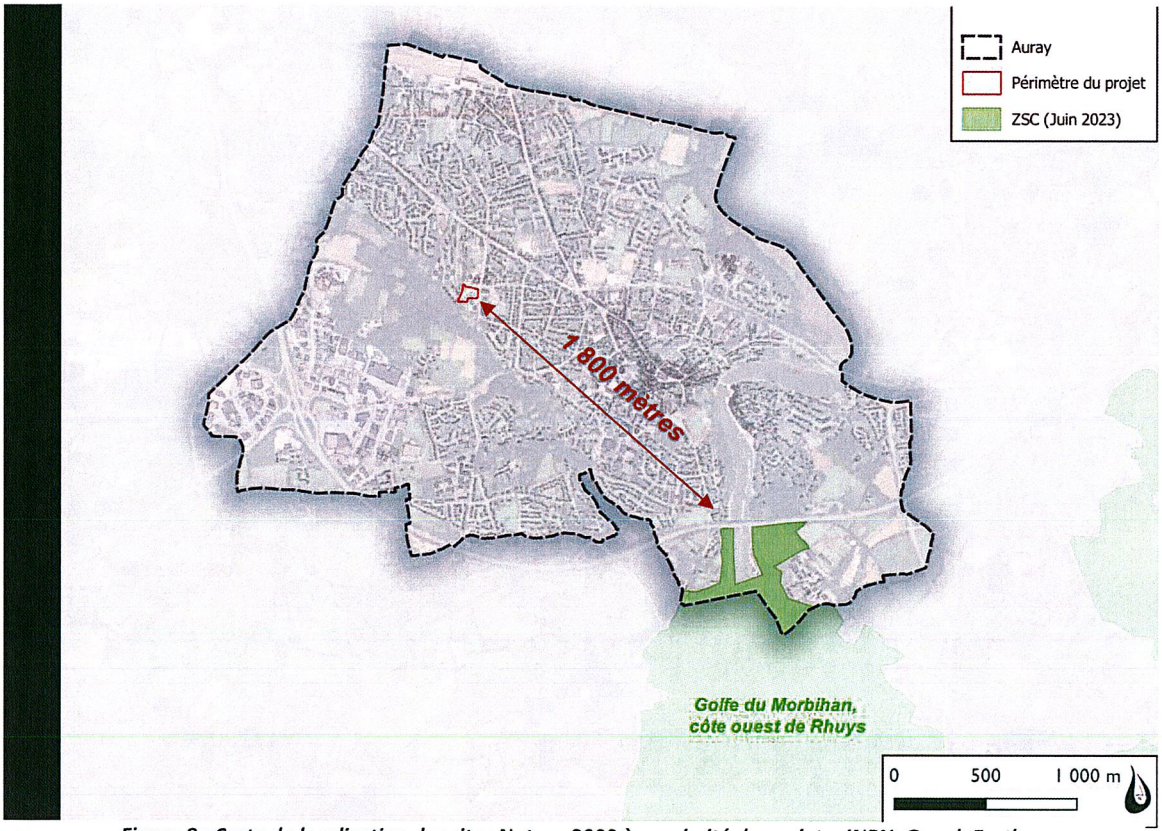


Figure 8 : Carte de localisation des sites Natura 2000 à proximité du projet – INPN, GoogleEarth

La ZSC du Golfe du Morbihan et de la Côte Ouest de Rhuys (Id MNHN : FR5300029) est le site NATURA2000 le plus proche du site, à 1 800 mètres à vol d'oiseau de l'opération, à l'embouchure du ruisseau du Reclus et en aval hydrologique des eaux pluviales du terrain.

Le projet est donc connecté hydrologiquement à un site Natura 2000 à moins de 20 km en linéaire de cours d'eau.
Néanmoins et pour rappel, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet.

Le projet aura ainsi un incidence positive sur ce site Natura 2000 en aval de cours d'eau.

IX. ANNEXE 8 : DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL - DMEAU

1. LE CLIMAT

La climatologie de la commune d'Auray est appréciée à partir des données issues de la station météorologique de Vannes-Séné, entre 1991 et 2020. La station est située à environ 5 kilomètres au Sud-Est de Vannes.

Les hivers sont globalement doux et les étés modérément chauds.



Figure 9 : Isohyètes de précipitations du bassin vannetais - Source : Météo-France

1.1. Les températures

D'après les relevés de température de Météo France, la température moyenne annuelle est de 12,6 °C.

En effet, les températures sont caractérisées par des froids hivernaux peu marqués (aucune température moyenne mensuelle minimale négative) et des étés tempérés. L'écart entre les minimales et la maximales est quasiment identique toute l'année.

L'influence maritime réduit les amplitudes thermiques journalières et annuelles (le maximum de la température moyenne s'élève à 19 °C ; son minimum à 6,8 °C). Les températures minimales moyennes sont atteintes en février (3,5 °C) et les maximales moyennes en juillet (23,9 °C).

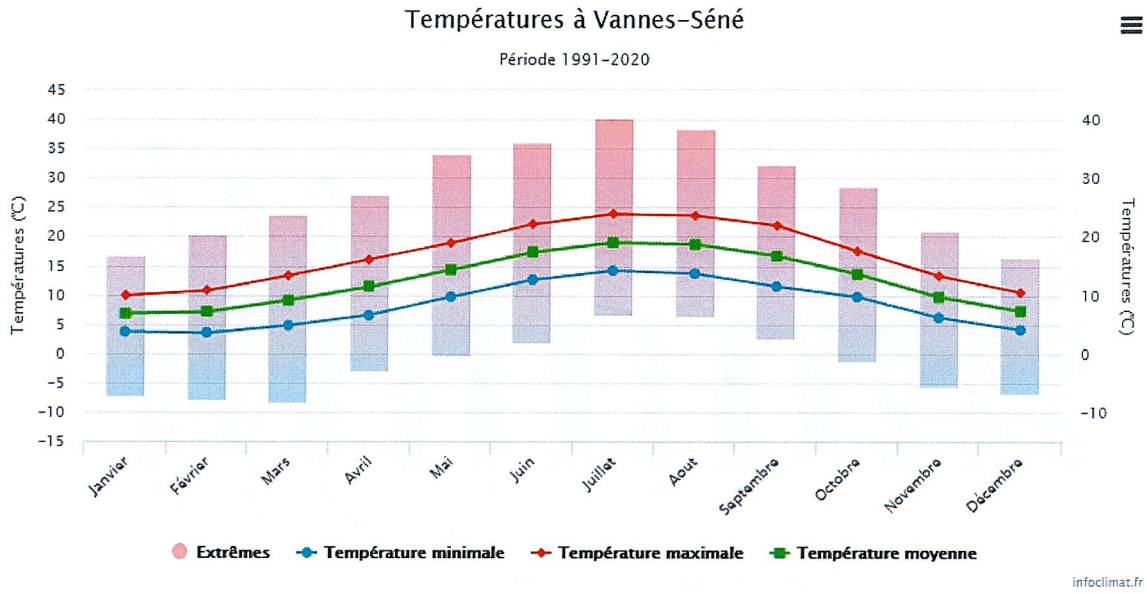


Figure 10 : Températures à Rennes-St Jacques – période 1991- 2020 (infoclimat.fr)

1.2. Les précipitations

Le climat est de type océanique et qualifié de climat littoral doux, avec une répartition de la pluviométrie relativement homogène sur l'année.

Le territoire présente une hauteur moyenne des précipitations de 899 millimètres par an, ce qui est élevé par rapport à la moyenne nationale (867 mm)
Le climat est de type océanique tempéré, avec une répartition de la pluviométrie relativement homogène sur l'année. Les mois de mai à septembre sont cependant sensiblement plus secs (inférieurs à 58 mm en moyenne de pluies).
Les pluies décroissent de décembre à juin pour atteindre un minimum de 48,2 mm. Les derniers mois de l'année sont les plus arrosés (supérieurs à 101 mm).
Les pluies sont ainsi relativement abondantes, les orages sont rares et les épisodes neigeux exceptionnels.

Lors de la dernière décennie, une succession de périodes (de 2 à 3 années) sèches et humides a été mesurée. En particulier, notons le dernier passage de la période très humide (2013 – 2014 et 2019 - 2020) à la dernière période sèche (2016 - 2017).
Les variations d'un mois à l'autre sont fortes. Mais même au cours d'années plus sèches, des pics mensuels supérieurs à 100 mm peuvent être mesurés (ex : octobre – novembre 2003).
Il est donc délicat de définir une loi sur la répartition des pluies dans le temps, et surtout de prédire l'apparition des pics hydrologiques.

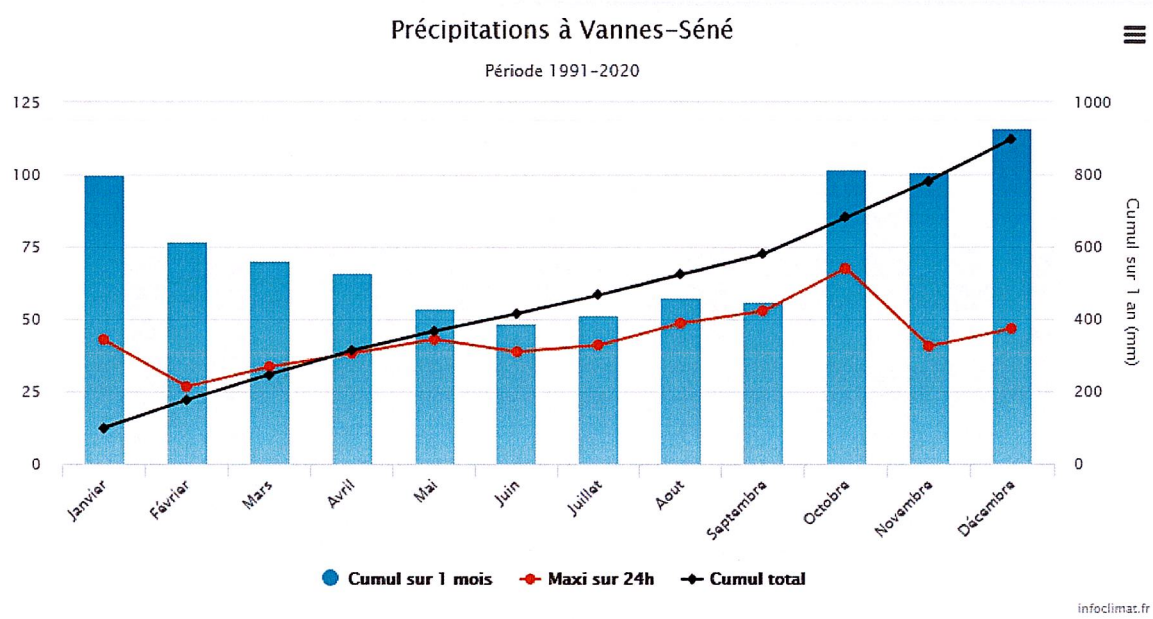


Figure 11 : : Evolution de la pluviométrie moyenne mensuelle de 1991 à 2020 (infoclimat.fr)

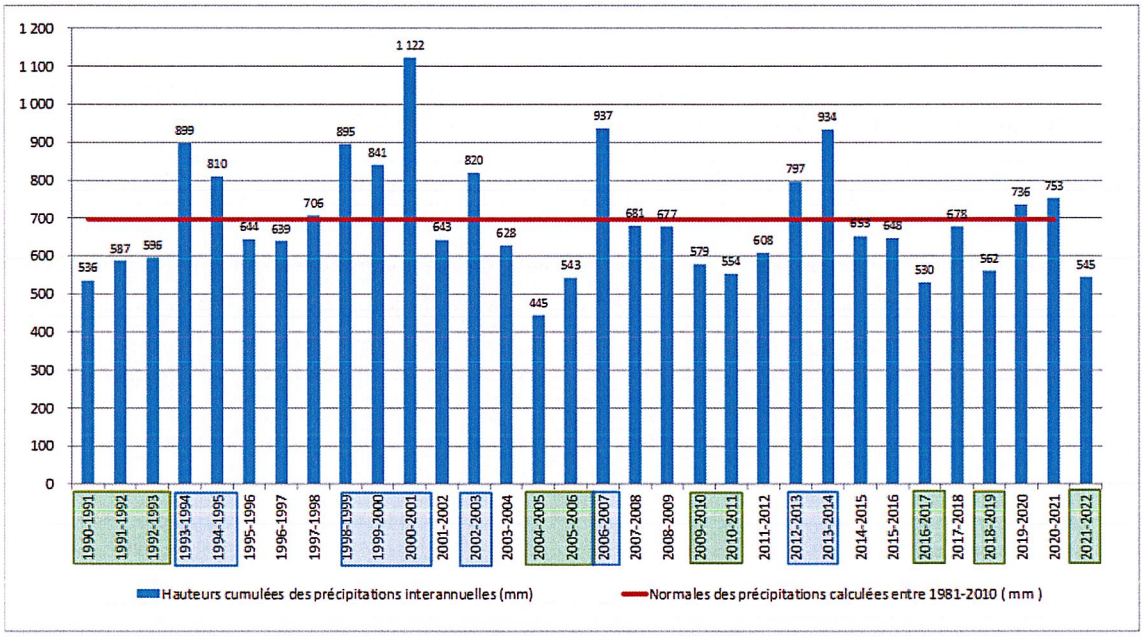


Figure 12 : Précipitations annuelles (1990 – 2022) - Source : Météo-France

1.3. L'ensoleillement

Le nombre d'heures d'ensoleillement est marqué par une croissance régulière de janvier à juillet, et une décroissance également régulière d'août à décembre. Avec 248,5 heures, le mois de juillet s'avère être le plus ensoleillé. Janvier, avec 66,1 heures, est le mois le moins ensoleillé.
La moyenne du nombre d'heures d'ensoleillement mensuelle d'élève à 148.

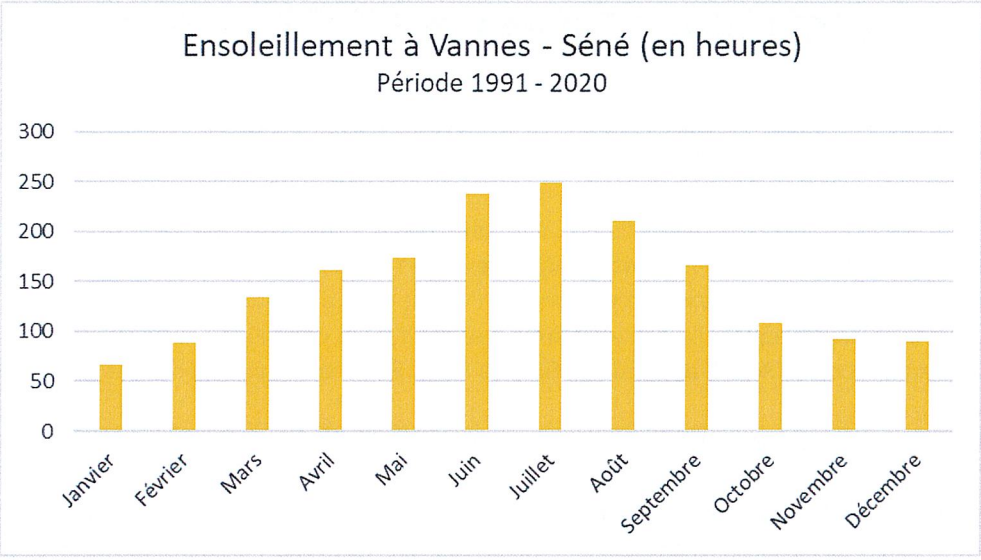


Figure 13 : nombre d'heures d'ensoleillement mensuelles de 1991 à 2020 (infoclimat.fr)

2. LA GEOLOGIE

D'un point de vue géologique, Auray se situe dans le groupe du Golfe du Morbihan sur des « formations migmatiques du Bovarien moyen et supérieur ». A l'échelle de la commune, on retrouve :

- La granulite ou granite à deux micas. Cette formation couvre la majorité de la commune ;
- Les schistes micacés et feldspathisés, schistes à minéraux, micaschistes et gneiss granulitiques. Cette formation se rencontre à l'Ouest de la commune ;
- Les gneiss granulitiques. Ils sont rencontrés au Nord de la commune ;
- Le granite porphyroïde. Il apparaît au Sud de Saint Goustan de part et d'autre de la rivière du Loch ;
- Un filon de quartz qui traverse la commune selon un axe Sud-Ouest / Nord-Est.

Du point de vue hydrologique, ce territoire de schistes et de granite se caractérise par des réservoirs d'eau souterraine, d'extensions limitées, qui transitent à travers un système de fissures/fractures, accompagné de niveaux altérés. Le milieu souterrain est faiblement perméable dans les altérites et est assez inertiel (écoulements lents).

La présence d'un socle sédimentaire se traduira par des variations saisonnières importantes. Les débits les plus forts seront observés en hiver lorsque les sols ont atteint leur capacité maximale de rétention d'eau, et seront opposés à des débits d'étiage peu soutenus, qui se traduisent souvent par des périodes d'assec sur le chevelu de ce bassin.

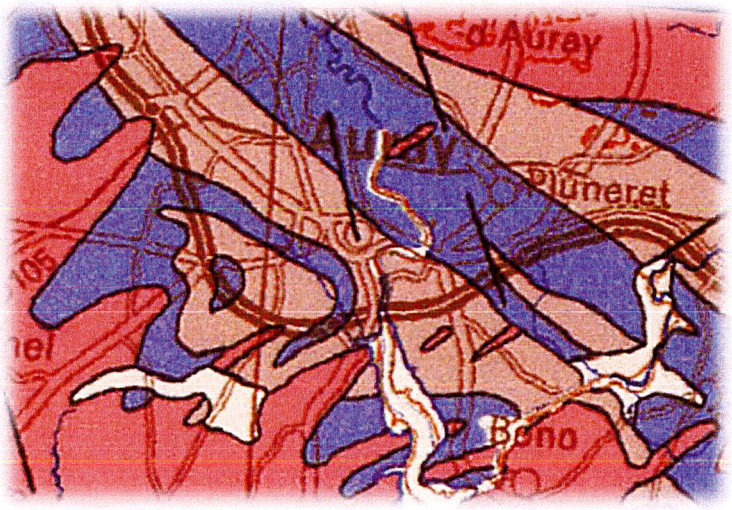


Figure 14 : Extrait de la carte géologique – SIGES Bretagne

Les fluctuations hydrologiques seront liées à celles de la pluviométrie efficace.

3. LE RELIEF

Auray présente un relief contrasté avec :

- ✓ Des plateaux aux pentes faibles entre la gare et le centre-ville, sur le secteur de Keropert au Sud-Ouest et le secteur de Kerdroguen au Sud-Est ;
- ✓ Des vallées aux reliefs marqués : la vallée du Loch est étroite et cernée par des coteaux abrupts au Sud de la commune. Elle présente cependant un profil plus large avec des vasières au Nord. La vallée du Reclus y traverse le territoire du Nord-Ouest au Sud et sépare les deux plateaux de la commune par une vallée encaissée et boisée.

Le site se situe en bordure du plateau s'étendant du centre-ville jusqu'à la rivière d'Auray, à l'interface avec la vallée boisée et encaissée du ruisseau du Reclus.

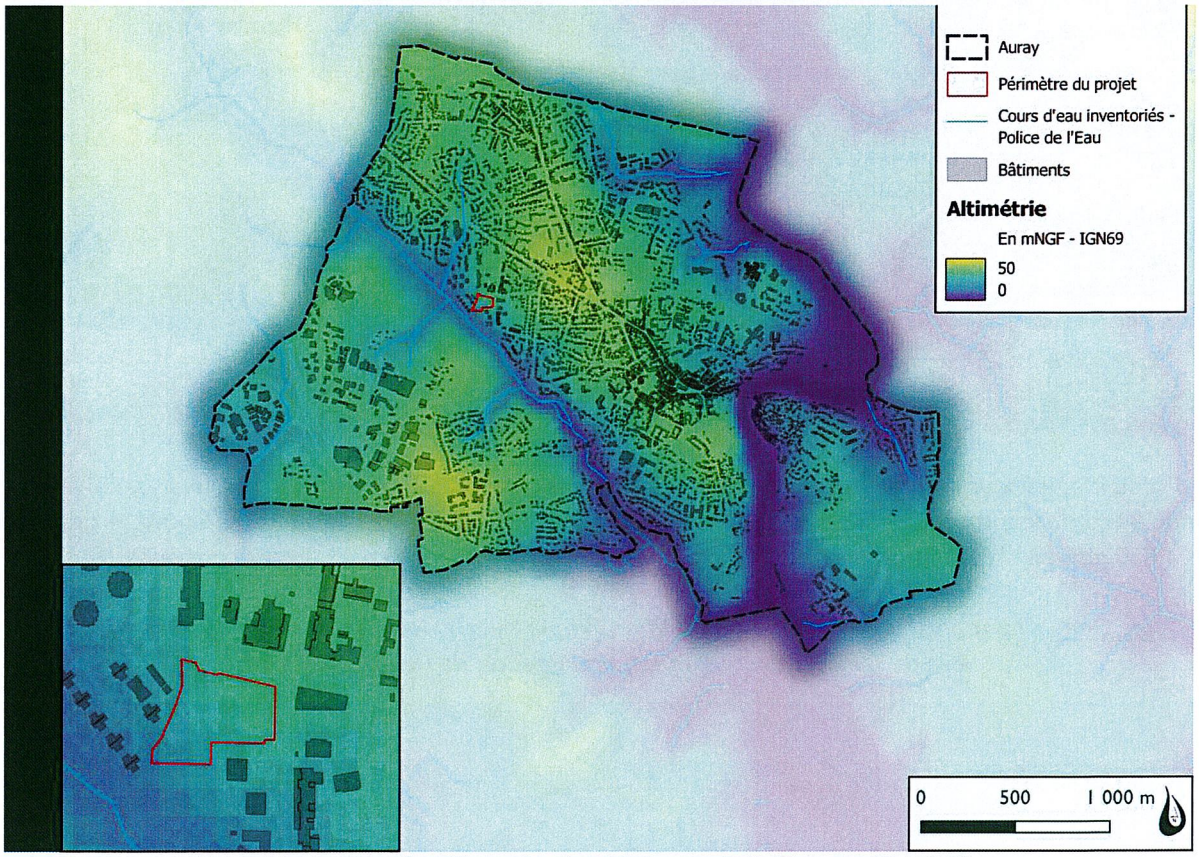


Figure 15 : Topographie et illustration des principaux reliefs d'Auray – BD ALTI 56

Le terrain d'assiette du projet est cependant marqué par son caractère fortement anthropisé. Sa topographie se retrouve ainsi nivelée par divers remblais et déblais, et ne s'avère plus représentative du relief initial de la zone d'étude. De même, le site est marqué par de talus et petits merlons relatifs à l'aménagement de places de stationnement.

Néanmoins, le terrain présente un dénivelé significatif entre sa limite Nord et sa limite Sud. Sur la portion concernée par le projet, la côte altimétrique atteint 30,40 NGF en limite Nord-Est, tandis que le point bas, situé en limite Sud-Ouest, se trouve à 24.50 NGF. Par ailleurs, la limite Nord longeant la rue du Goaner présente une pente d'environ 3,20 mètres vers l'Ouest, tandis que celle bordant la rue Général Auguste la Houlle enregistre une différence de niveau d'environ 3.60 mètres vers le Sud.

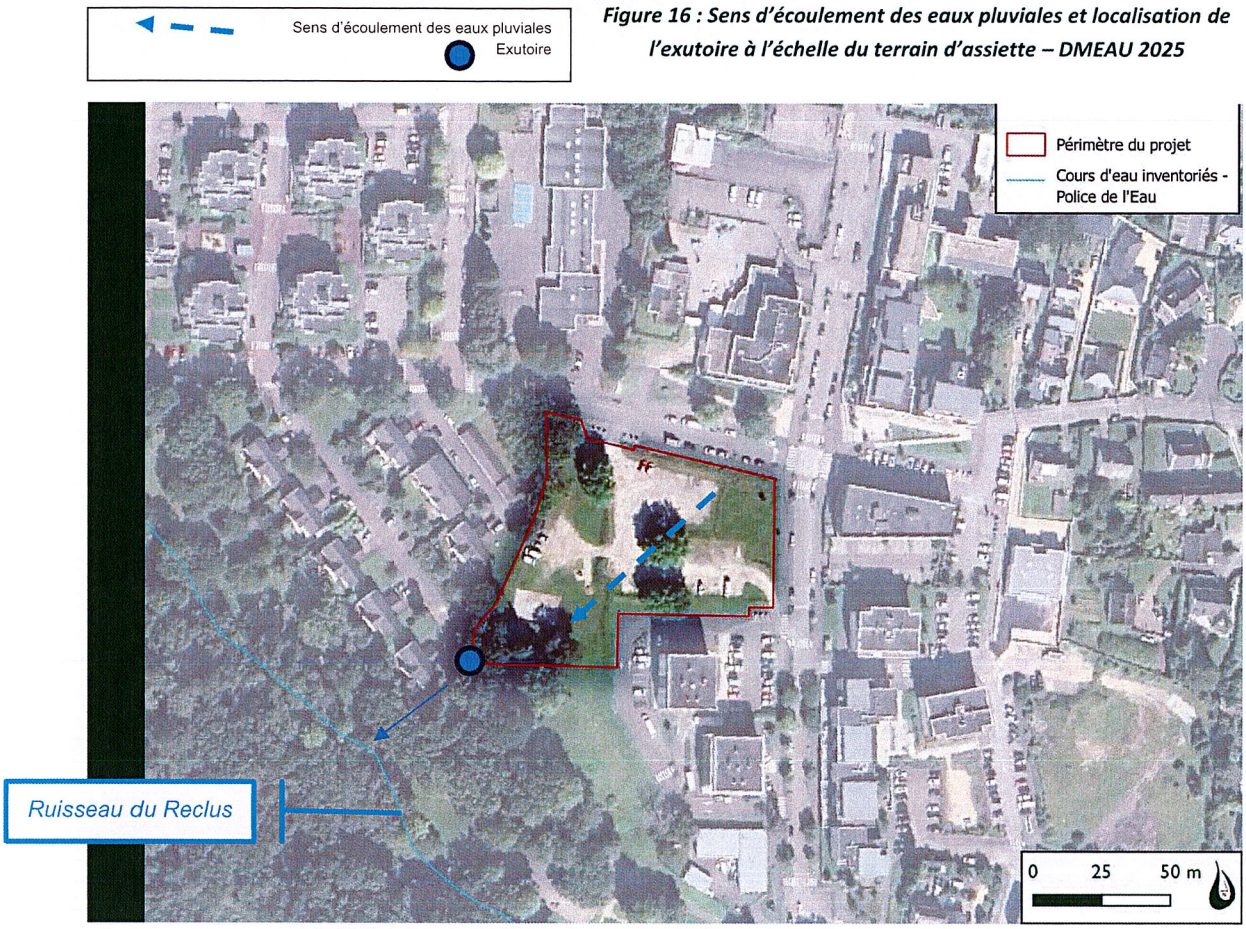


Figure 16 : Sens d'écoulement des eaux pluviales et localisation de l'exutoire à l'échelle du terrain d'assiette – DMEAU 2025

De ce fait, les eaux ruisselées sur le terrain s'écoulent du Nord-Est vers le Sud-Ouest, au niveau de l'exutoire naturel puis vers le vallon du ruisseau du Reclus, pour ensuite rejoindre le cours d'eau, milieu récepteur des eaux du terrain.

***Nota Bene** : La topographie permet de justifier l'implantation des ouvrages de régulation, et ce afin de faciliter l'écoulement et la gestion des eaux pluviales.*

4. L'HYDROLOGIE

4.1. Le SDAGE Loire Bretagne

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne a été adopté par le comité de bassin le 3 mars 2022 pour la période 2022-2027, puis arrêté par le préfet coordonnateur du bassin le 18 mars 2022 et publié au Journal officiel de la République française le 3 avril 2022.

Ce SDAGE 2022-2027 s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux. Ce document, rappelle les enjeux de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne, définit les objectifs de qualité pour chaque eau (très bon état, bon état, bon potentiel, objectif moins strict) et les dates associées (2021, 2027, 2033, 2037), et indique les mesures nécessaires pour l'atteinte des objectifs fixés et les coûts associés.

En matière de gestion des eaux pluviales, le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 contient des dispositions spécifiques au sein des chapitres 1 et 8 : « *Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques* » et « *Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités* ».

1C - Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques

« La restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des estuaires et de leurs annexes hydrauliques suppose d'intervenir dans tous les domaines qui conditionnent la qualité des habitats des différentes espèces aquatiques. De manière simplifiée, il s'agit de permettre aux dynamiques fluviale et marine, moteurs du bon fonctionnement des hydrosystèmes, de s'exprimer. Il ne s'agit pas de chercher à restaurer un état naturel supposé antérieur à toutes activités humaines (l'objectif n'est pas d'atteindre le très bon état écologique), mais de restaurer un bon état ou un bon potentiel écologique ».

Les actions à conduire doivent viser à :

- restaurer un régime hydrologique favorable au développement des espèces aquatiques et riveraines : une variation saisonnière des débits, des étiages soutenus, des débits morphogènes maintenus, des crues débordantes restaurer des habitats aquatiques et riverains fonctionnels : une morphologie adaptée aux écoulements, une diversité de faciès caractéristiques du contexte géomorphologique, des écoulements libres, des berges non systématiquement protégées, des formes alluviales mobiles (bancs...), une ripisylve fournie et variée... ;

- maîtriser l'érosion des sols : un transfert de polluants limité, un envasement du lit et un colmatage du substrat maîtrisés ;

- restaurer une continuité écologique favorisant une libre circulation des espèces aquatiques (accès aux zones indispensables à leur reproduction, leur croissance, leur alimentation, leur abri), un transport naturel des sédiments, un corridor rivulaire non fragmenté, un espace de mobilité suffisant, des annexes hydrauliques* fonctionnelles. La continuité longitudinale est traitée dans l'orientation 1D et ses dispositions.

8A - Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités

La préservation et la restauration des zones humides contribuent à l'atteinte des objectifs de bon état et nécessitent d'agir à deux niveaux. Tout d'abord en maîtrisant les causes de leur disparition, en limitant au maximum leur drainage, leur comblement, leur assèchement ou leur retournement en vue d'une conversion, en particulier des tourbières et prairies permanentes humides pour éviter le relargage du carbone. En second lieu au travers des politiques de gestion de l'espace, afin de favoriser et/ou de soutenir des types de valorisation compatibles avec les fonctionnalités des sites, que ce soit sur la

ressource en eau ou sur la biodiversité. Ces deux types de mesures constituent un volet prioritaire des Sage, notamment sur les secteurs situés en tête de bassin versant.

Les SDAGEs précédents avaient définit des objectifs de qualité par masse d'eau et des délais pour atteindre ces objectifs. Dans le programme 2022-2027 l'échéance de retour au bon état écologique est 2027.

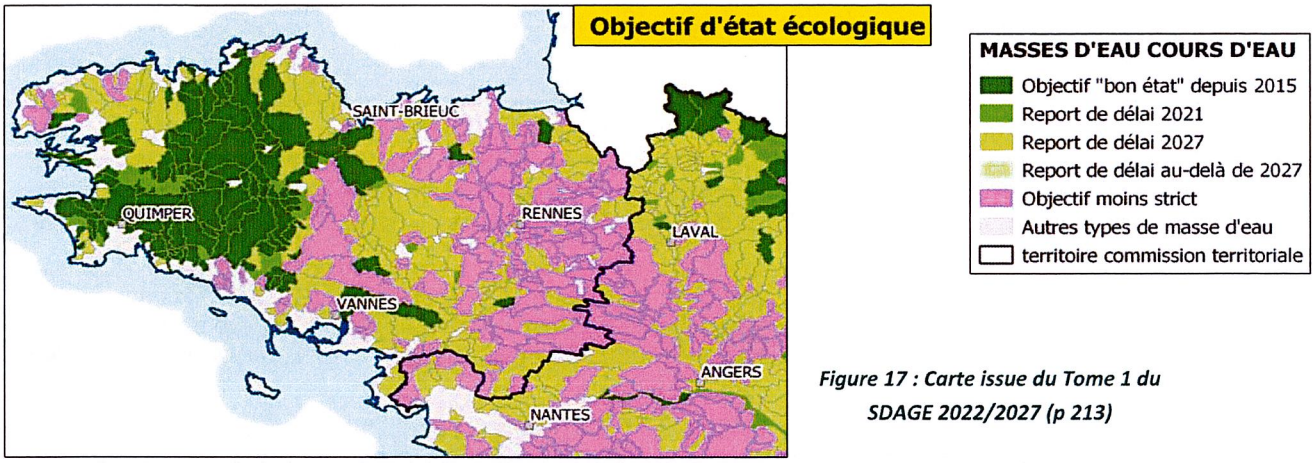


Figure 17 : Carte issue du Tome 1 du SDAGE 2022/2027 (p 213)

Dans le cadre du présent projet, la masse d'eau de transition concernée par les rejets d'eaux pluviales est « la Rivière d'Auray » (FRGT23).

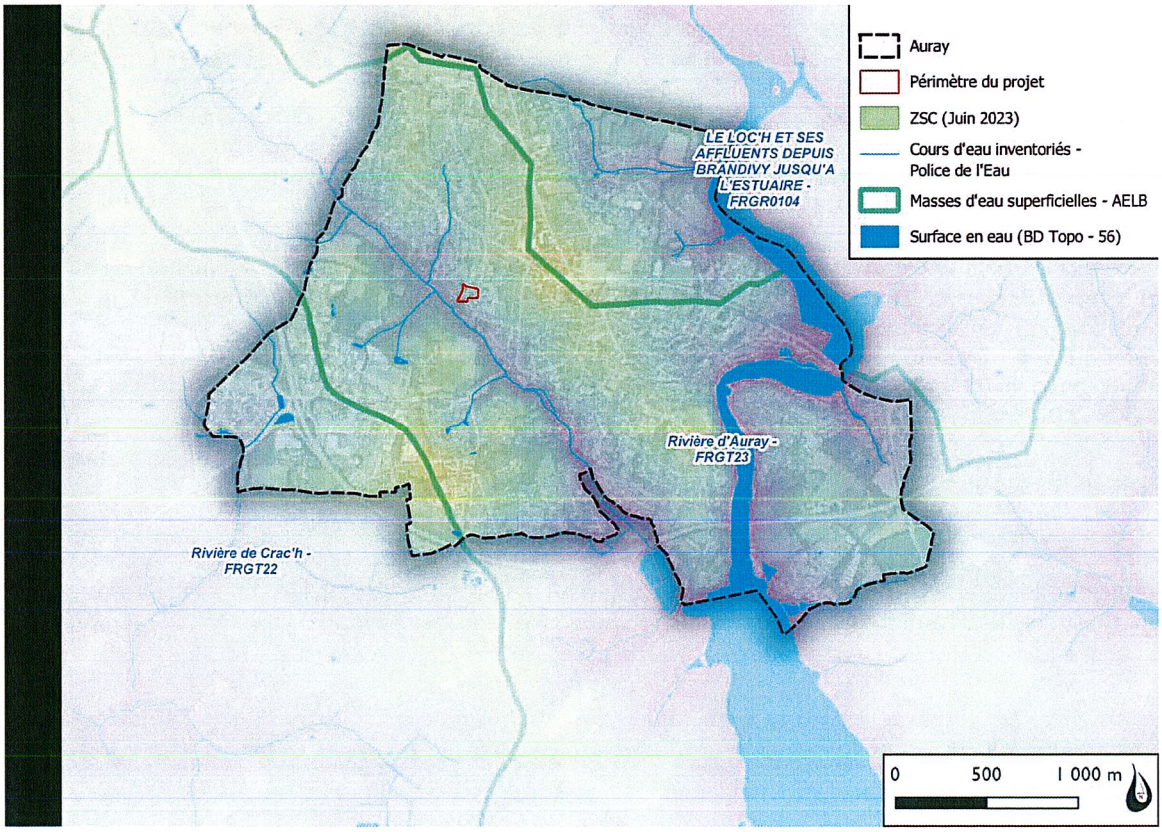


Figure 18 : Masses d'eau superficielles à l'échelle d'Auray– DMEAU 2025

4.2. Le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel

Le projet est situé sur le bassin versant de la Rivière d'Auray, fleuve côtier se jetant dans le Golfe du Morbihan. Il doit donc respecter les objectifs du SAGE du Morbihan et Ria d'Etel.

Le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel a été approuvé par arrêté préfectoral le 24 avril 2020. Le périmètre du SAGE Golfe du Morbihan - Ria d'Etel concerne 67 communes dont 41 entièrement intégrées et 26 partiellement. Il s'étend sur 1 330 km² et concerne 20 % du département du Morbihan et 37% de la population morbihannaise.

Le projet se doit de respecter et d'être comptable avec les dispositions et le règlement du SAGE présentées ci-dessous.

Règlement du SAGE Golfe du Morbihan et ria d'Etel
Article 1 : Interdire le carénage des bateaux en dehors des aires autorisées
Article 2 : Interdire l'accès direct des animaux aux cours d'eau
Article 3 : Encadrer la création de plans d'eau
Article 4 : Protéger l'ensemble des zones humides

Orientation du SAGE Golfe du Morbihan et ria d'Etel
THEMATIQUE : GOUVERNANCE DE L'EAU **Composante B : Cohérence des politiques de gestion de l'eau** **Orientation B1 : Assurer la cohérence de la gestion de l'eau sur le territoire du SAGE avec les autres politiques de planification** • **Disposition B1-3 - Accompagner et veiller à l'intégration des objectifs du SAGE dans les documents d'urbanisme et l'instruction du droit des sols** • **Disposition B1-5 - Intégrer les enjeux de l'eau dans les politiques d'aménagement foncier**

Orientation du SAGE Golfe du Morbihan et ria d'Etel
THEMATIQUE : QUALITE DES EAUX DOUCES ET LITTORALES **Composante D : nitrates et autres composantes de l'azote** **Orientation D4 : Poursuivre la réduction des pollutions d'origine domestique ou industrielle** • **Disposition D4-1 -** Réduire les rejets liés à l'assainissement domestique ou industriel **Composante E : phosphore** **Orientation E3 : Poursuivre la réduction des pollutions diffuses d'origine agricole et limiter les transferts** • **Disposition E3-3 -** Protéger les éléments du paysage qui limitent les transferts de pollution vers les milieux aquatiques dans les documents d'urbanisme **Composante H : microbiologie** **Orientation H3 : Diminuer le risque de contamination liée à la collecte et au transfert des eaux usées** • **Disposition H3-1 -** Actualiser les diagnostics et les schémas directeurs d'assainissement des eaux usées **Orientation H5 : Poursuivre la gestion intégrée des eaux pluviales pour limiter les transferts vers les zones à enjeux** • **Disposition H5-2 -** Intégrer la gestion des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme • **Disposition H5-3 -** Réaliser et finaliser les schémas directeurs d'assainissement pluvial

Orientation du SAGE Golfe du Morbihan et ria d'Etel

THEMATIQUE : QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES

Composante J : hydromorphologie des cours d'eau

Orientation J1 : Poursuivre l'inventaire et le diagnostic des cours d'eau

- **Disposition J1-1 -** Poursuivre l'inventaire des cours d'eau

Orientation J2 : Préserver et gérer les cours d'eau

- **Disposition J2-1 -** Intégrer et préserver les cours d'eau dans les documents d'urbanisme

Orientation J4 : Lutter contre les espèces exotiques envahissantes (faune-flore), prioritairement contre celles qui portent atteinte aux usages ou freinent l'atteinte du bon état biologique

- **Disposition J4-3** - Elaborer et mettre en œuvre des programmes de lutte contre les espèces exotiques envahissantes impactant les milieux aquatiques

Composante K : continuité écologique

Orientation K2 : Préserver la continuité écologique des milieux aquatiques

- **Disposition K2-1 -** Intégrer les trames vertes et bleues et la continuité écologique dans les documents d'urbanisme

Composante L : zones humides

Orientation L2 : Améliorer la protection des zones humides

- **Disposition L2-1** - Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme

Orientation du SAGE Golfe du Morbihan et ria d'Etel

THEMATIQUE : QUANTITE

Composante N : adéquation besoins-ressources

Orientation N2 : Economiser l'eau dans les différents usages

- **Disposition N2-2** - Intégrer les économies d'eau dans les documents d'urbanisme

Orientation N3 : Poursuivre la gestion globale et coordonnée des ressources disponibles pour l'alimentation en eau potable sur le territoire du SAGE et sur les territoires voisins

- **Disposition N3-1** - Veiller à l'adéquation entre le développement des territoires et les ressources en eau disponibles

Composante O : gestion des risques (inondation - submersion marine)

Orientation O1 : Améliorer la connaissance du risque d'inondation et de submersion

- **Disposition O1-2** - Améliorer l'identification des zones exposées dans les bassins identifiés à risque d'inondation
- **Disposition O3-2** - Intégrer les risques d'inondation et de submersion marine dans les documents d'urbanisme
- **Disposition O3-4** - Intégrer les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme

Le projet est compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel.

Aucune zone humide ni aucun cours d'eau ne se trouve sur le périmètre du projet.

4.3. Le réseau hydrographique communal et continuité hydrologique du projet

Auray est située en majeure partie sur le bassin versant de la rivière du Loch qui, en aval d'Auray, prend le nom de rivière d'Auray. Le territoire d'Auray est parcouru par plusieurs petits affluents de la rivière d'Auray : le Reclus, le ruisseau du Pont Pichon, le ruisseau de Treulen et le ruisseau de Kerléano

Le ruisseau du Reclus prend sa source à Brec'h. Son vallon représente un peu plus de 20 ha, et borde plusieurs quartiers d'habitat collectif sur les deux tiers de sa longueur pour se prolonger dans le quartier historique de Kerléano. Le cadre concerne des terrains pour partie boisés et frayés de sentiers, pour partie aménagés en parcs dont le parc Utting.

Ce cours d'eau récupère les eaux pluviales de l'Ouest d'Auray et de ses nouvelles zones urbanisées, et est sujet à des montées rapides de son niveau d'eau et des débordements lors de pluies importantes.

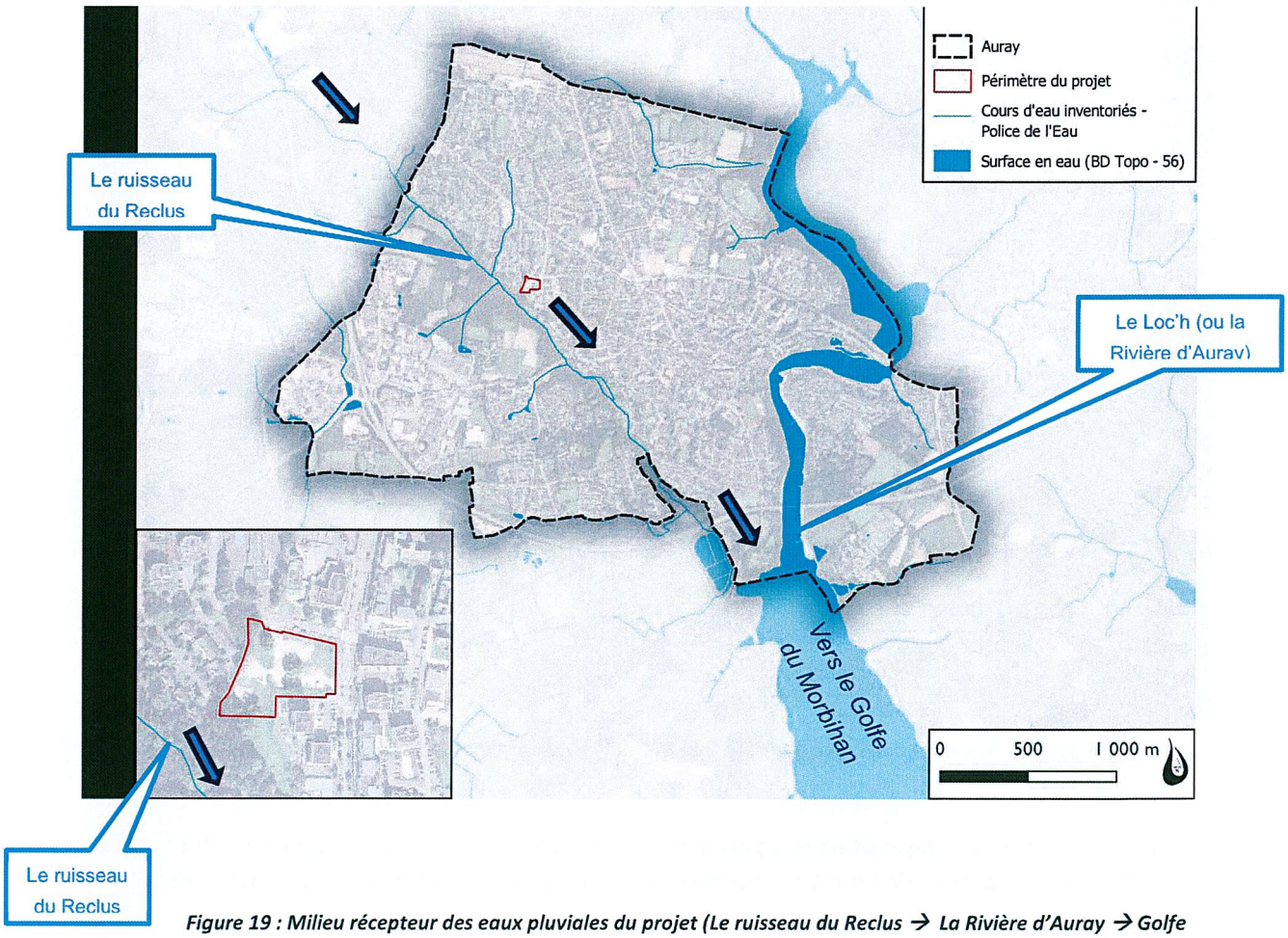


Figure 19 : Milieu récepteur des eaux pluviales du projet (Le ruisseau du Reclus → La Rivière d'Auray → Golfe du Morbihan)

4.4. Les Zones Humides

Un inventaire des zones humides couvrant le territoire communal a été réalisé par le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel, validé par la CLE.
Il s'avère ainsi que les zones humides se situent majoritairement en fonds de vallées, dans des talwegs et à proximité du réseau hydrographique, notamment au sein de prairies inondables et du lit majeur des cours d'eau.

Le terrain n'est pas concerné par une zone humide identifiée dans les inventaires du SAGE.
Il est situé en partie haute du vallon du Reclus et de son talweg, et au regard de son caractère anthropisé (aménagement de talus ou merlons, places de stationnement), n'est pas propice à la présence de milieux humides.

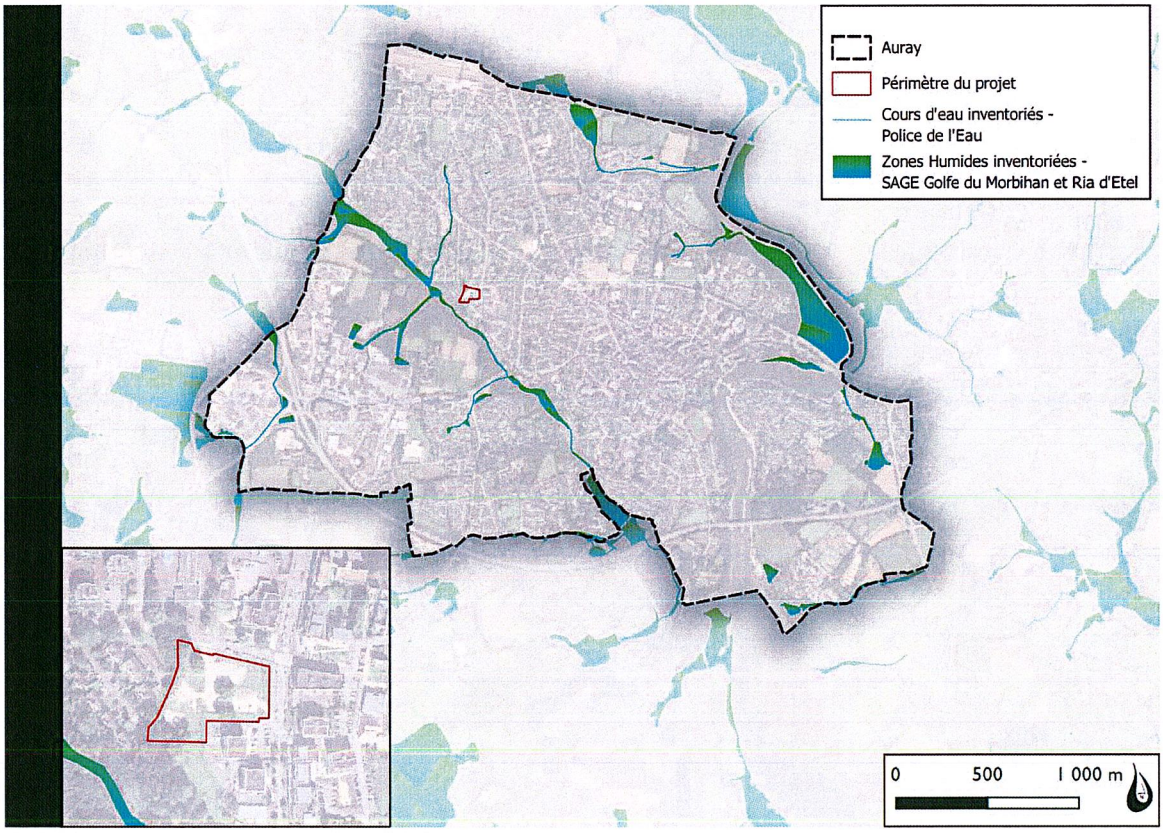


Figure 20 : Zones Humides inventoriées par le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel– DMEAU 2025

De même, la carte de présomption des zones humides mentionne également que le secteur n'est pas susceptible d'abriter des milieux hydromorphes au regard de sa dimension artificialisée.

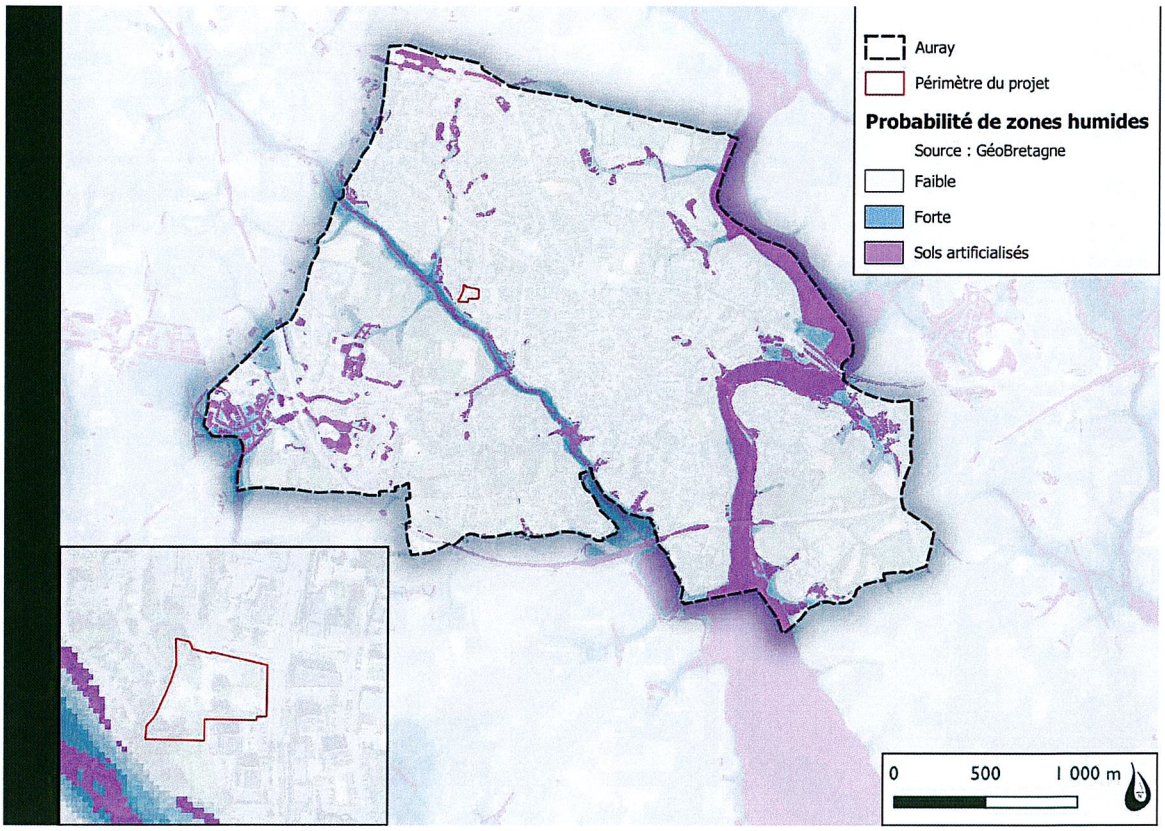


Figure 21 : Probabilité de milieux humides à proximité du terrain– DMEAU 2025

4.5. Les usages sensibles à proximité et en aval hydrologique

a) Captages d'eau potable destinée à la consommation humaine

Aucun captage ou périmètre de protection associée n'est situé sur le périmètre du projet, à proximité ou dans sa continuité hydrologique.

b) Sites de pêche à pied en aval

La commune d'Auray compte un site de pêche à pied dont le ramassage des coquillages y est interdit par arrêté préfectoral du 11 décembre 2018, au niveau de la Rivière d'Auray, pris en raison de motifs sanitaires relatifs à la consommation de coquillages vivants.

Au regard de la distance séparant le terrain des sites de pêche à pied les plus proches, le projet de création d'une maison de santé en lieu et place d'un parking n'aura donc d'incidences négatives sur ces derniers.

Par ailleurs, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales et de qualité des eaux rejetées par rapport à la situation actuelle. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) avant rejet.

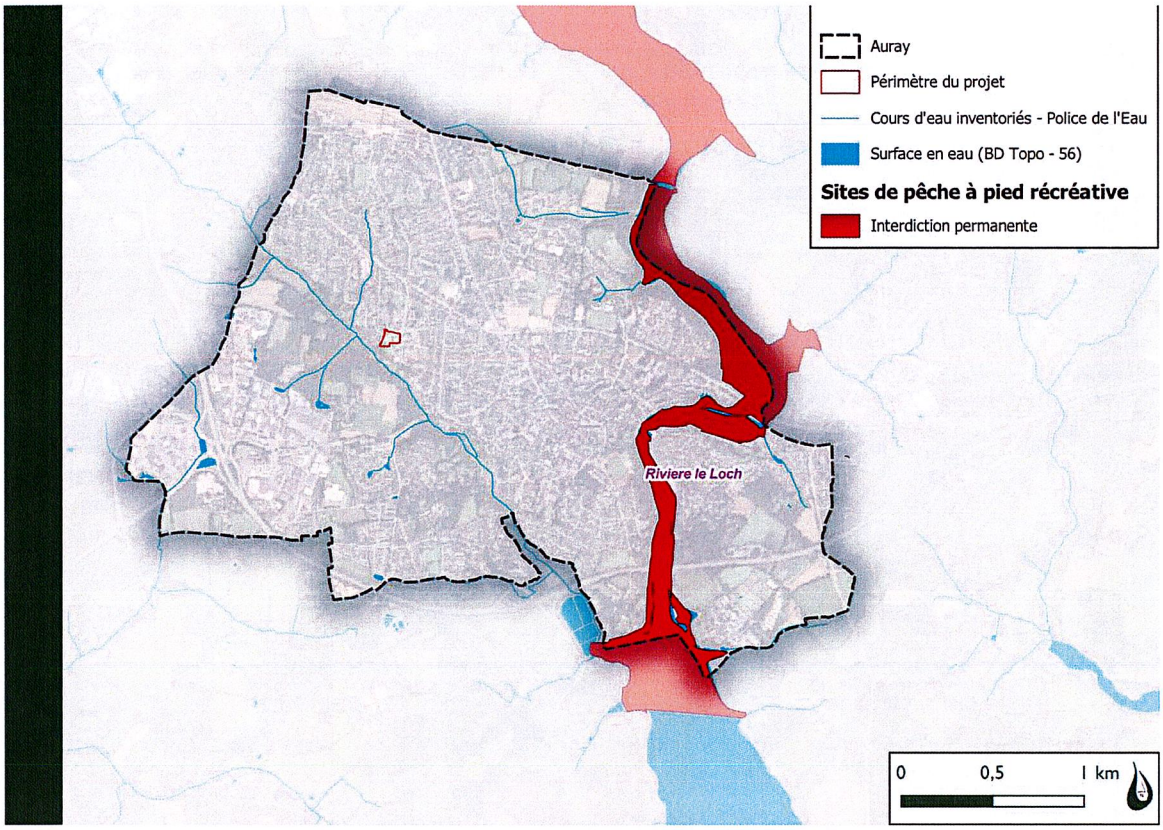


Figure 22 : Sites de pêche à pied récréative en aval - DMEAU, 2025

c) Activités conchylicoles en aval

La conchyliculture est l'élevage des coquillages en milieu naturel dans des zones administrativement délimitées du Domaine Public Maritime (DPM), contrôlées et réservées à cette activité. La conchyliculture regroupe l'ostréiculture (huîtres), la mytiliculture (moules), la vénériculture (palourdes), et l'élevage de la coque.

Le Morbihan est le troisième département en volume de production ostréicole après la Charente-Maritime et le premier en surface de production. Il représente près du tiers des surfaces conchylicoles de France.

Les zones de production conchylicoles (zones d'élevage et de pêche professionnelle) font l'objet d'une surveillance par l'IFREMER qui détermine leur classement par arrêté préfectoral.
Plusieurs espèces de coquillage servent de support à ces suivis et les pictogrammes correspondants apparaissent dans les tableaux de suivi par zone et par réseau

Le classement et le suivi des zones de production de coquillages distinguent 3 groupes de coquillages au regard de leur physiologie :

- Groupe 1 : les gastéropodes (bulots etc.), les échinodermes (oursins) et les tuniciers (violets, …),
- Groupe 2 : les bivalves fouisseurs, c'est-à-dire les mollusques bivalves filtreurs dont l'habitat est constitué par les sédiments (palourdes, coques...),
- Groupe 3 : les bivalves non fouisseurs, c'est-à-dire les autres mollusques bivalves filtreurs (huîtres, moules...).

L'estimation de la qualité de la zone s'effectue par compilation des données acquises en surveillance régulière sur des périodes de 3 années consécutives (année calendaire) de façon à obtenir un nombre de résultats statistiquement suffisant.

L'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 définit le classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants pour la consommation humaine dans le département du Morbihan.

En fonction de chacun des trois groupes, chaque zone conchylicole fait l'objet d'un classement en 6 zones distinctes susceptibles d'évoluer en fonction des analyses chimiques et microbiologiques :

- Zones A : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés et mis directement sur le marché pour la consommation humaine directe après passage par un centre d'expédition agréé.

- Zones B : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après avoir été traités dans un centre de purification agréé ou après reparcage dans une zone spécifiquement agréée pour cette opération.

- Zones C : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après un reparcage de longue durée dans une zone agréée à cet effet ou après traitement thermique dans un établissement agréé.

- Zones NC (zones non classées) : en l'absence de classement sanitaire, les activités de pêche ou d'élevage n'y sont pas autorisées. Seuls les pectinidés (coquilles Saint-Jacques, pétoncles), les gastéropodes non-filtreurs (notamment bulots, ormeaux, patelles) et les échinodermes peuvent y être récoltés, sauf spécifications contraires.

- Zones à exploitation occasionnelle (EO) dites "à éclipses" : zones dans lesquelles la récolte et la commercialisation de coquillages sont soumises à autorisation préalable et sous conditions particulières (arrêté préfectoral spécifique lors de l'exploitation).

- Zones Interdites (I) : Zones d'activités portuaires et/ou zones polluées (zones autour d'émissaires de rejets ...), dans lesquelles aucune activité de pêche, de production ou de récolte de coquillage ne peut être pratiquée, quel que soit le groupe.

Ce classement est librement accessible au public via le « Portail national d'accès aux zones de production et de reparcage de coquillages » du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire.

La commune compte un site conchylicole au sein de la rivière d'Auray. Ce site est découpé en 3 zones de production (cf. figure ci-après) :

- **« Rivière d'Auray – Rivière le Loch » (56.12.1), sur le territoire communal d'Auray ;**
- **« Rivière d'Auray – Le Rohello » (56.12.3) ;**
- **« Rivière d'Auray aval et Anse de Baden » (56.12.4)**

Nom de la zone	*Identifiant*	*Classement gr. 1*	*Classement gr. 2*	*Classement gr. 3*
Rivière d'Auray – Rivière le Loch	56.12.1	Zone NC	Zone NC	Zone NC
Rivière d'Auray – Le Rohello	56.12.3	Zone NC	Zone B	Zone A
Rivière d'Auray aval et Anse de Baden	56.12.4	Zone NC	Zone A	Zone A

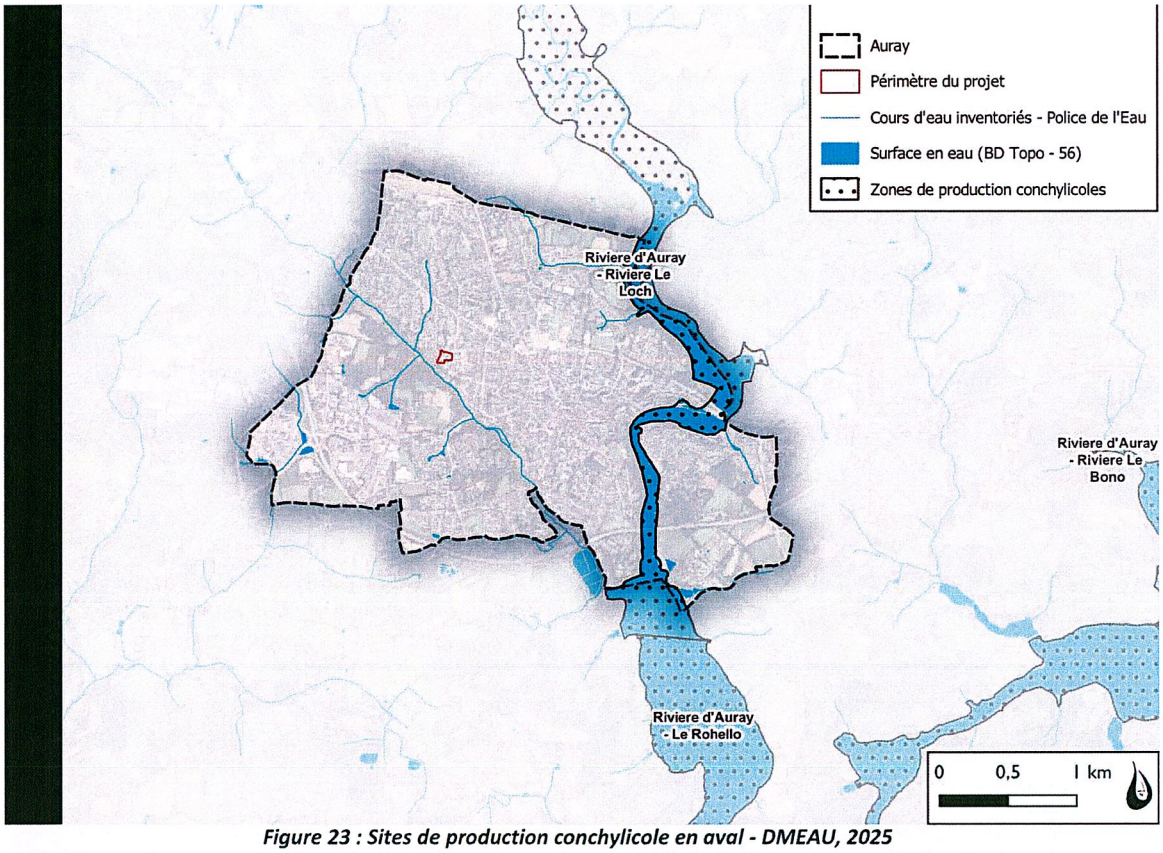


Figure 23 : Sites de production conchylicole en aval - DMEAU, 2025

Au regard de la distance séparant le terrain des sites de production conchylicole les plus proches, le projet de création d'une maison de santé en lieu et place d'un parking n'aura donc d'incidences négatives sur ces derniers.

Par ailleurs, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales et de qualité des eaux rejetées par rapport à la situation actuelle. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) avant rejet.

d) Zones de baignade en aval

Aucune zone de baignade ne se trouve en rivière d'Auray. Auray ne dispose pas de zone de baignade, faisant l'objet de contrôles de la qualité de leurs eaux par l'ARS. Les plus proches se trouvent à l'embouchure de la rivière d'Auray dans le Golfe du Morbihan.

Au regard de la distance séparant le terrain des sites de baignade les plus proches, le projet de création d'une maison de santé en lieu et place d'un parking n'aura donc d'incidences négatives sur ces derniers.

Par ailleurs, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales et de qualité des eaux rejetées par rapport à la situation actuelle. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) avant rejet.

5. LES DISPOSITIONS D'URBANISME

5.1. Le PLU d'Auray

Le Plan Local d'Urbanisme d'Auray est exécutoire depuis le 17 avril 2018. Arrêté le 15 novembre 2016, il a été soumis à enquête publique du 3 mai au 9 juin 2017 et approuvé le 27 mars 2018 par le conseil municipal. Le Plan Local d'Urbanisme d'Auray a fait l'objet d'une modification approuvée par le conseil municipal le 21 septembre 2022.

Le projet est situé en zone Ub, zone urbaine à vocation résidentielle proche des pôles de centralité, présentant des tissus urbains variés et une relative mixité fonctionnelle.
Le sous-secteur Ubb est en périphérie immédiate des pôles de centralité, présentant une mixité fonctionnelle et typologique.

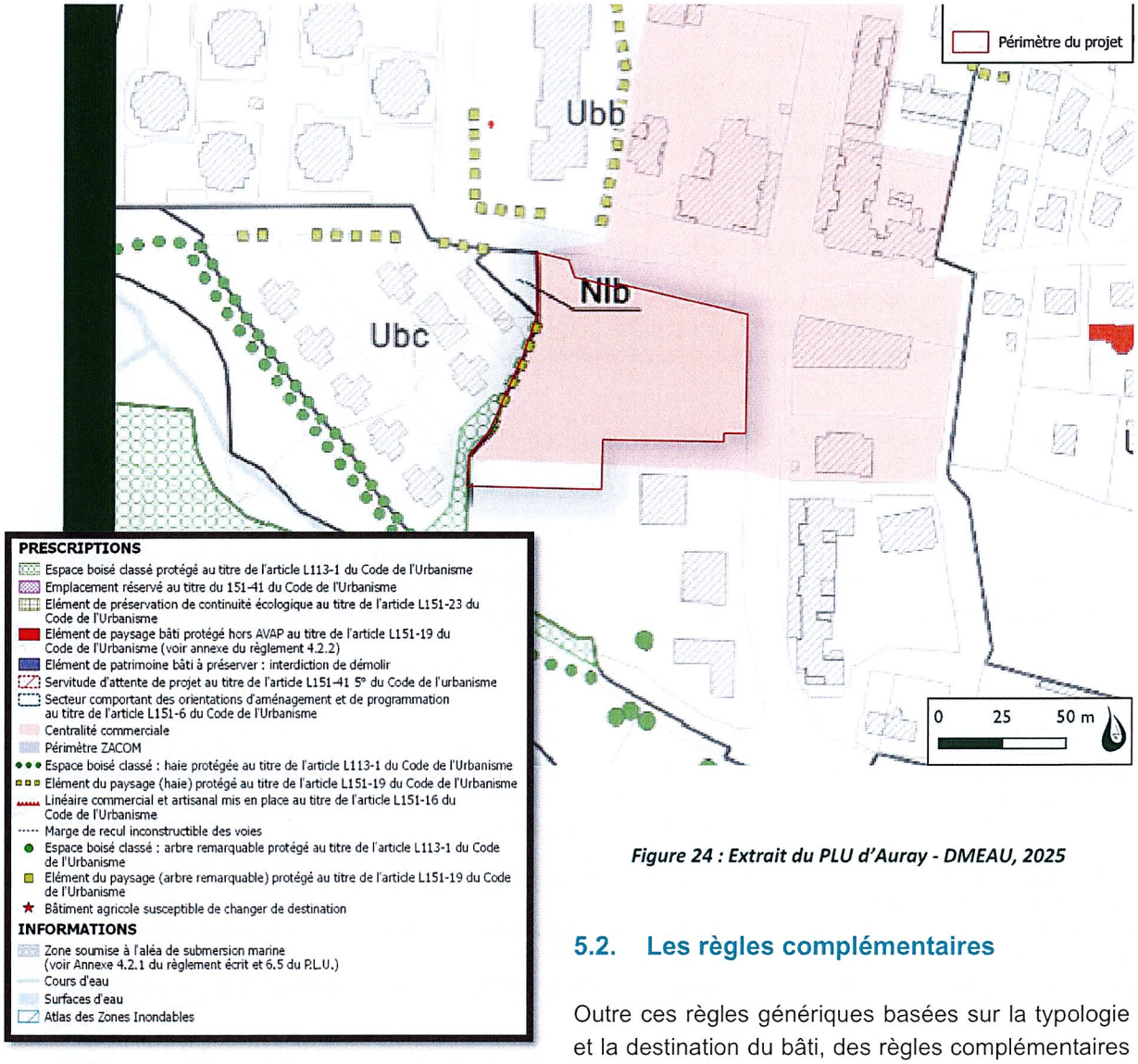


Figure 24 : Extrait du PLU d'Auray - DMEAU, 2025

5.2. Les règles complémentaires

Outre ces règles génériques basées sur la typologie et la destination du bâti, des règles complémentaires relatives au contexte urbain et fonctionnel du site sont élaborées.

Les éléments arborés (haie) présents en limite Ouest du site sont protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme[1]. Ces arbres seront intégralement conservés dans le cadre de l'aménagement du site. De même, ils seront regarnis par de nouvelles plantations afin de renforcer la trame arborée du secteur.
Cette haie est limitrophe d'un Espace Boisé Classé (EBC)[2] s'orientant vers le vallon du Reclus, EBC intégralement situé hors projet et périmètre opérationnel.

De même, la quasi-totalité du terrain est compris dans un périmètre de centralité commerciale, en application des dispositions de l'article L151-16 du Code de l'Urbanisme[3].

5.3. Le patrimoine et l'archéologie

Une zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) n'est pas une servitude d'urbanisme. Elle permet à l'Etat de prendre en compte par une étude scientifique ou une conservation éventuelle "les éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement". En conséquence, l'Etat pourra dans les délais fixés par la loi formuler, dans un arrêté, une prescription de diagnostic archéologique, de fouille archéologique ou d'indication de modification de la consistance du projet. Cette décision sera prise en veillant "à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social ".

Le projet n'est compris dans aucune ZPPA, ni même à proximité.

Pour rappel, en cas de découverte fortuite des vestiges archéologiques, le maître d'ouvrage s'engage à en faire la déclaration immédiate auprès de la Commune, conformément aux dispositions de l'article L.531-14 du Code du Patrimoine.

De plus, le terrain est situé hors site patrimonial (inscrit, classé, Site Patrimonial Remarquable ou Périmètre des Abords d'un Monument Historique).
La consultation des Architectes des Bâtiments de France n'est pas nécessaire, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

Le terrain est situé à une trentaine de mètres du vallon du Reclus, compris dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable d'Auray, exécutoire depuis le 17 avril 2018.

---

[1] Les haies et les arbres remarquables à préserver au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme identifiés au plan de zonage doivent être maintenus et entretenus. Les sujets malades doivent être remplacés. Tous travaux (coupe, abattage…) sont soumis à autorisation et pourront être refusés s'ils mettent en péril une continuité écologique ou s'ils portent préjudice au paysage. Des mesures compensatoires pourront être imposées (replantation…).

2 Les terrains classés au plan comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer (EBC) sont soumis aux dispositions de l'article L-1 du Code de l'Urbanisme.
Tout projet de construction ou d'aménagement devra être conçu de manière à ne pas compromettre les boisements. Un recul de 5 m minimum des constructions est imposé : soit par rapport à la limite des EBC pour les massifs et les haies ; soit par rapport au tronc pour les sujets isolés. Toutefois, un recul supérieur pourra être imposé pour garantir la pérennité des éléments protégés dans la limite de la projection au sol de leur couronne.

3 Le règlement peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.
Il peut également délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels la préservation ou le développement d'infrastructures et d'équipements logistiques est nécessaire et définir, le cas échéant, la nature de ces équipements ainsi que les prescriptions permettant d'assurer cet objectif.

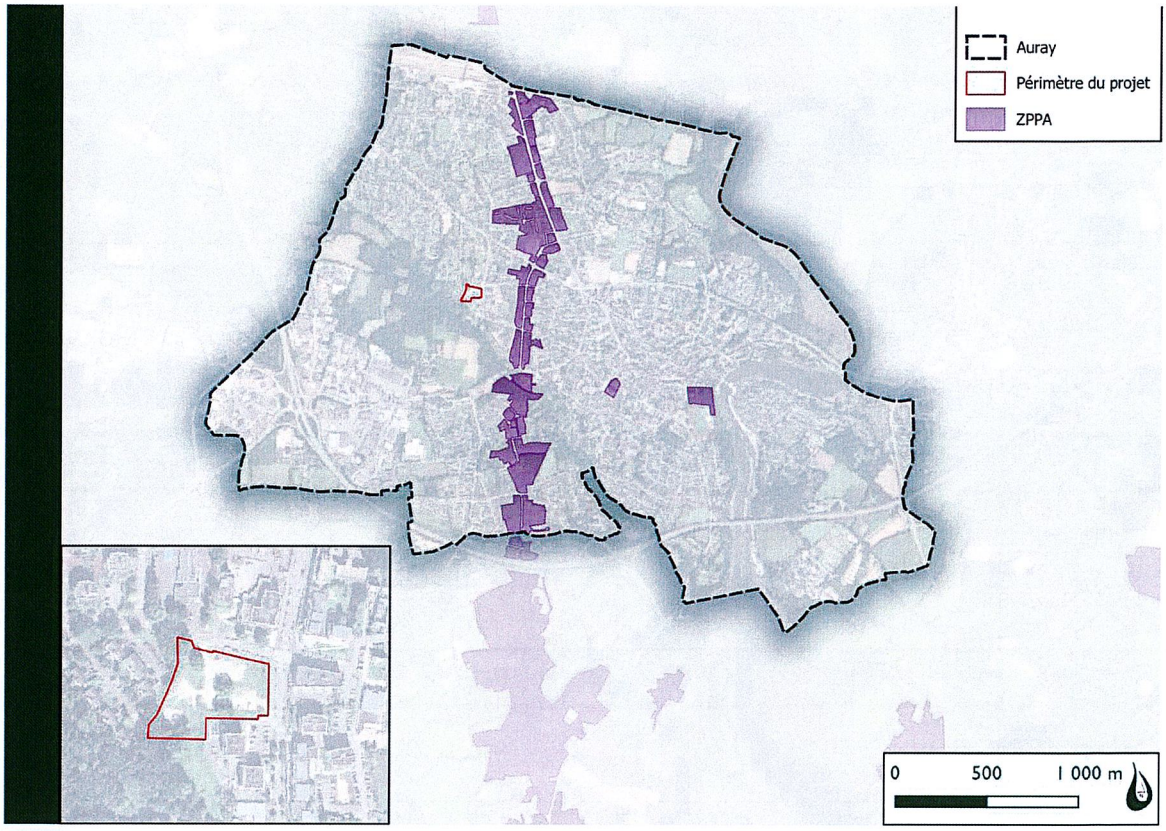


Figure 25 : Localisation des ZPPA à Auray – Source : Atlas du Patrimoine

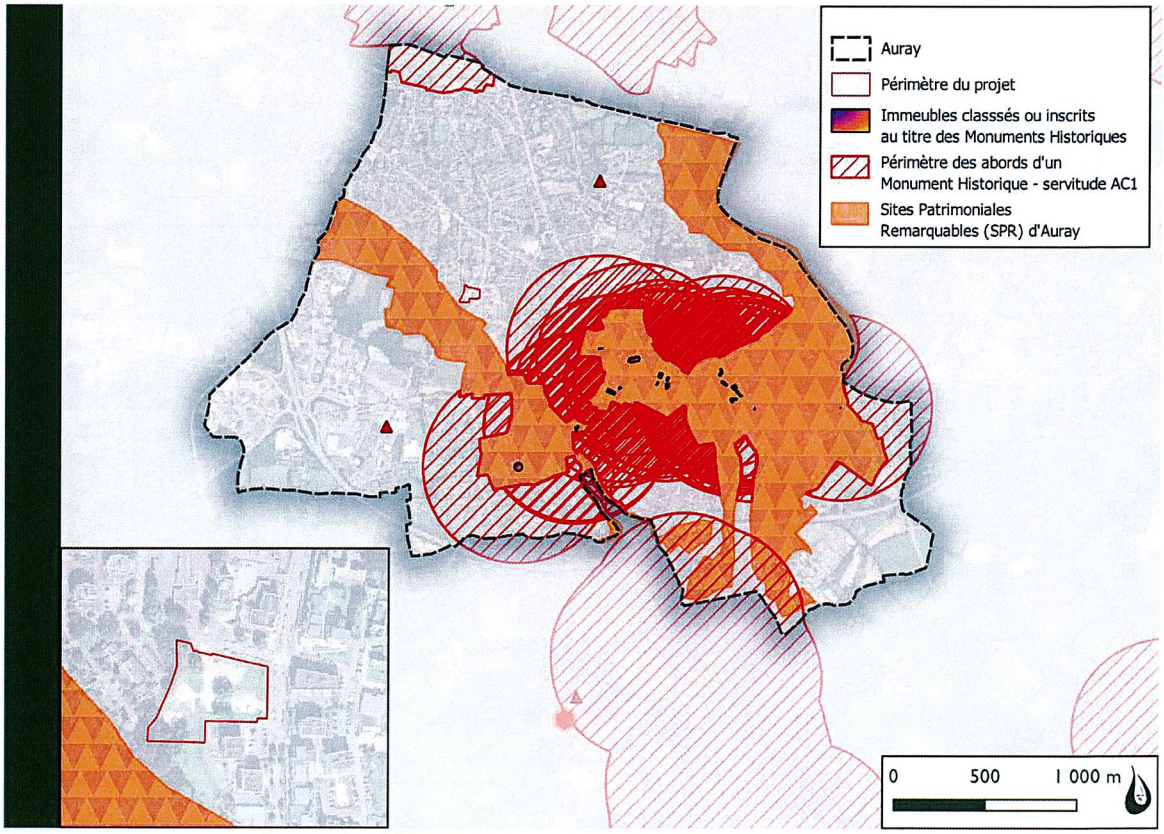


Figure 26 : Localisation des différents secteurs patrimoniaux à Auray – Source : Atlas du Patrimoine

6. ZONES NATURELLES PROTEGEES

PRESENCE D'UN ZONAGE :	DANS LE PERIMETRE DU PROJET	SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	CONNECTE D'UN POINT DE VUE HYDROLOGIQUE
LA PROTECTION PAR VOIE CONTRACTUELLE OU CONVENTIONNELLE			
NATURA 2000 (ZSC ET ZPS)	NON	OUI	OUI
ZONES HUMIDES RAMSAR	NON	OUI	OUI
PARC NATUREL REGIONAL	OUI	OUI	OUI
LA PROTECTION REGLEMENTAIRE			
ARRETE DE PROTECTION DE BIOTOPE	NON	NON	NON
SITES CLASSES ET INSCRITS	NON	OUI	OUI
LA PROTECTION PAR LA MAITRISE FONCIERE			
SITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL	NON	NON	NON
SITES DU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS	NON	NON	NON
ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)	NON	OUI	OUI
LES ZONES D'INVENTAIRE			
ZNIEFF	NON	OUI	NON

6.1. Zones NATURA2000

La réglementation européenne repose essentiellement sur le Réseau Natura 2000 qui regroupe la Directive Oiseaux (du 2 avril 1979) et la Directive Habitats-Faune-Flore (du 21 mai 1992), transposées en droit français. Leur but est de préserver, maintenir ou rétablir, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire.

- La Directive « Oiseaux » (CE 79/409) désigne un certain nombre d'espèces d'oiseaux dont la conservation est jugée prioritaire au plan européen. Au niveau français, l'inventaire des Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sert de base à la délimitation de Zones de Protection Spéciale (ZPS) à l'intérieur desquelles sont contenues les unités fonctionnelles écologiques nécessaires au développement harmonieux de leurs populations : les « habitats d'espèces ». Ils permettent d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages menacés de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou considérés comme rares. La protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais de migration pour l'ensemble des espèces migratrices est primordiale, et comprend aussi bien des milieux terrestres que marins.

- La Directive « Habitats » (CE 92/43) concerne le reste de la faune et de la flore. Elle repose sur une prise en compte d'espèces mais également de milieux naturels (les « habitats naturels », les éléments de paysage qui, du fait de leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.), dont une liste figure en annexe I de la Directive. À la suite de la proposition de Site d'Importance Communautaire (pSIC) transmise par la France à l'U.E., elle conduit à l'établissement des Sites d'Importance Communautaire (SIC) qui permettent la désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC). C'est seulement par arrêté ministériel que ce SIC devient ZSC, lorsque le Document d'Objectifs (DOCOB, équivalent du plan de gestion pour un site Natura 2000) est terminé et approuvé.

<u>Article R414-19-I du Code de l'Environnement</u> (modifié par le décret n°2016-1613 du 25 novembre 2016) :

« La liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 en application du 1° du III de l'article L 414-4 est la suivante : […]

4° Les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 ; […] »

➔ **Le projet est donc soumis à évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000.**

Article R414-22 du Code de l'Environnement (modifié par le décret n°2016-1110 du 11 août 2016) :

« L'évaluation environnementale, l'étude d'impact ou la notice d'impact ainsi que le document d'incidences mentionnés au 1°, 3° et 4° du I de l'article R. 414-19 tiennent lieu de dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 s'ils satisfont aux prescriptions de l'article R. 414-23 »

➔ Le présent dossier de déclaration tient donc lieu d'évaluation des incidences Natura 2000, s'il comprend une présentation du projet et un exposé des raisons pour lesquelles ce projet est susceptible ou non d'avoir des incidences sur les sites Natura 2000.

Article R414-23 du Code de l'Environnement (modifié par le décret n°2010-365 du 9 Avril 2010) :

« Le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est établi ; s'il s'agit d'un document de planification par la personne publique responsable de son élaboration, s'il s'agit d'un programme, d'un projet ou d'une intervention, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire, enfin, s'il s'agit d'une manifestation par l'organisateur. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

I. Le dossier comprend dans tous les cas :

1° Une présentation simplifiée du document de planification ou une description du programme, du projet ou de la manifestation accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets. [...]

2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; [...] »

➔ Le dossier présente donc les éléments nécessaires et suffisants à l'évaluation des incidences Natura 2000.

En référence au code de l'environnement article R.414-19 issu du décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 et l'arrêté préfectoral du 18 mai 2011, fixant la liste locale des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000, **le projet situé hors zone classée, n'est pas soumis à évaluation des incidences NATURA2000.**

La ZSC du Golfe du Morbihan et de la Côte Ouest de Rhuys (Id MNHN : FR5300029) est le site NATURA2000 le plus proche du site, à 1 800 mètres à vol d'oiseau de l'opération, à l'embouchure du ruisseau du Reclus et en aval hydrologique des eaux pluviales du terrain.

Le projet est donc connecté hydrologiquement à un site Natura 2000 à moins de 20 km en linéaire de cours d'eau.
Néanmoins et pour rappel, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet.

Le projet aura ainsi un incidence positive sur ce site Natura 2000 en aval de cours d'eau.

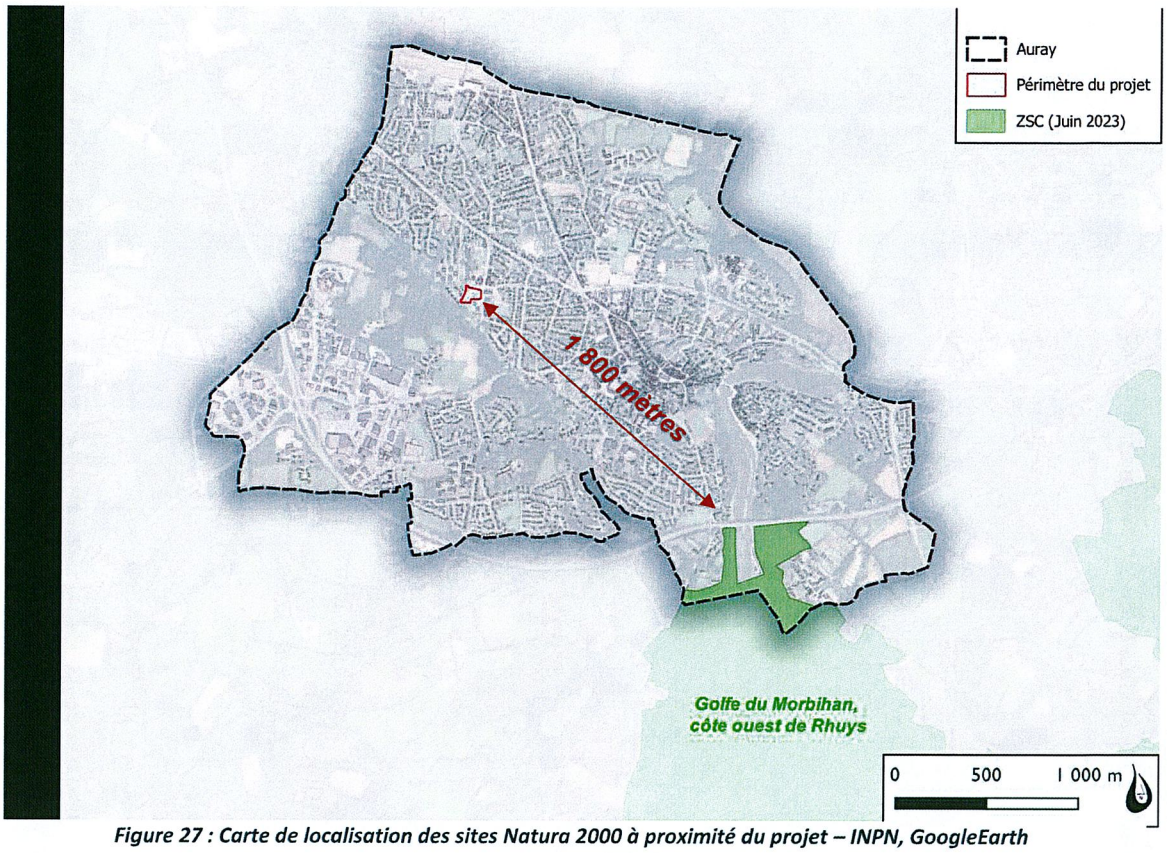


Figure 27 : Carte de localisation des sites Natura 2000 à proximité du projet – INPN, GoogleEarth

6.2. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Morbihan

Les espaces naturels sensibles (ENS) peuvent servir à préserver des sensibilités écologiques et paysagères et contribuer à la prévention des risques naturels d'inondation.

Créés par les Départements, les espaces naturels sensibles (ENS) visent à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux et habitats naturels et les champs naturels d'expansion des crues. Ils permettent aux Conseils départementaux de créer des zones de préemption (DPENS) pour répondre aux enjeux paysagers, écologiques et de prévention des risques d'inondation repérés sur ces espaces.

Le Conseil Départemental dispose de deux méthodes d'application :

- Soit par acquisition foncière, ;
- Soit par signature d'une convention avec le propriétaire sur site.

Bien que ces espaces soient réglementés, l'ouverture au public fait partie des objectifs des ENS.

Le Vallon du Reclus est un Espace Naturel Sensible situé à seulement une trentaine de mètres du projet, potentiellement impacté par le projet.
Cependant, il convient de souligner que le réaménagement du terrain actuellement à vocation de stationnement n'engendre pas d'incidences négatifs sur cet espace, situé dans un environnement majoritairement urbanisé et étant déjà fréquenté par le public (Parc Utting). Sa vocation est donc fortement récréative.
De plus, l'environnement est fréquenté par une forte activité humaine, et le site de la future maison de santé est déjà artificialisé (flux de véhicules engendrant nuisances et pollutions).

Enfin, le projet apporte une plus-value en termes de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure de gestion des eaux pluviales n'est existante sur le site actuel à vocation de stationnement sur des espaces imperméables et engravillonnés. L'intérêt est d'améliorer la situation existante en garantissant un traitement des polluants (matières en suspension, hydrocarbures) et un tamponnement des eaux lors d'épisodes de pluies intenses, avant rejet.
Le projet présente l'intérêt d'améliorer la qualité des eaux rejetées dans le ruisseau du Reclus, et de favoriser le développement de la faune aquatique en limitant très fortement les rejets polluants actuels dans le cours d'eau.

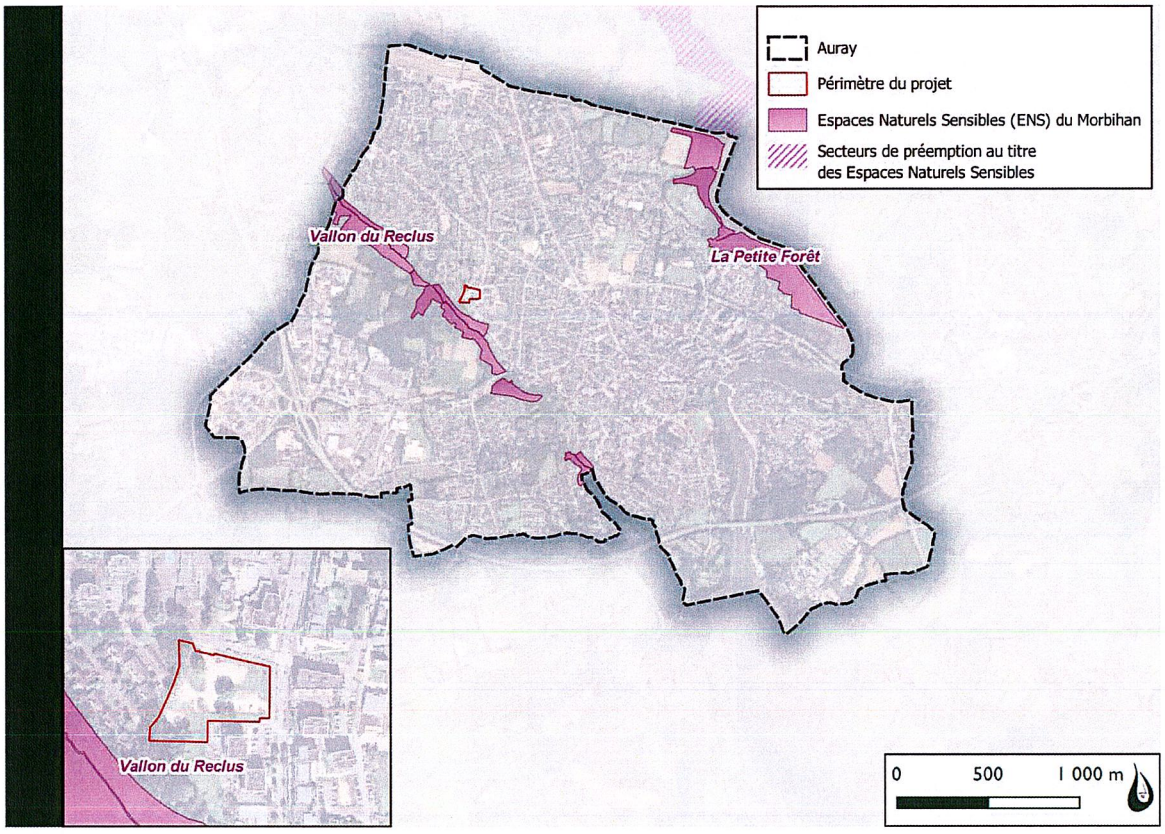


Figure 28 : Carte de localisation des sites ENS à proximité du projet – Département du Morbihan, GoogleEarth

Au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet de création d'une maison de santé en lieu et place d'un parking déjà fonctionnel et générateur de flux n'aura donc d'incidences négatives sur le vallon du Reclus.

6.3. Sites naturels classés ou inscrits – servitude AC2

La politique des sites a pour objectif de préserver les espaces de qualité et remarquables au plan paysager. Tous les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect des lieux d'un site sont soumis au contrôle du Ministre chargé des sites ou du Préfet du département.
Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.

Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un "paysage", considéré comme remarquable ou exceptionnel.

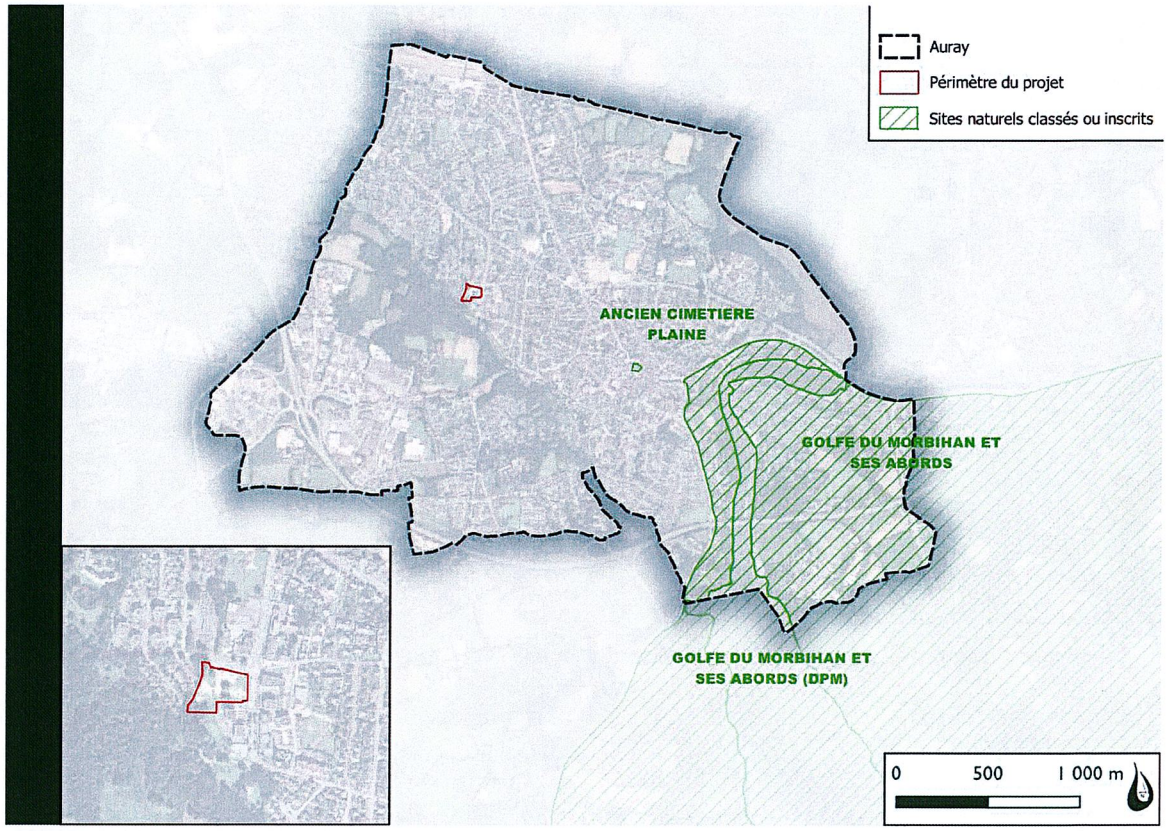


Figure 30 : Carte de localisation des sites naturels classés ou inscrits à proximité du projet – INPN, GoogleEarth

Au regard de la distance et des milieux fortement urbanisés séparant le terrain de ces milieux, le projet de création d'une maison de santé en lieu et place d'un parking déjà fonctionnel et générateur de flux n'aura donc d'incidences négatives sur un site naturel classé ou inscrit.

6.4. Autres espaces naturels remarquables

Le terrain n'est pas concerné par d'autres zones naturelles protégées ou inventoriées à moins de 1 500 mètres (ZNIEFF, sites du Conservatoire du Littoral, zones humides RAMSAR, etc.).

Il n'aura donc pas d'incidences sur ces milieux.

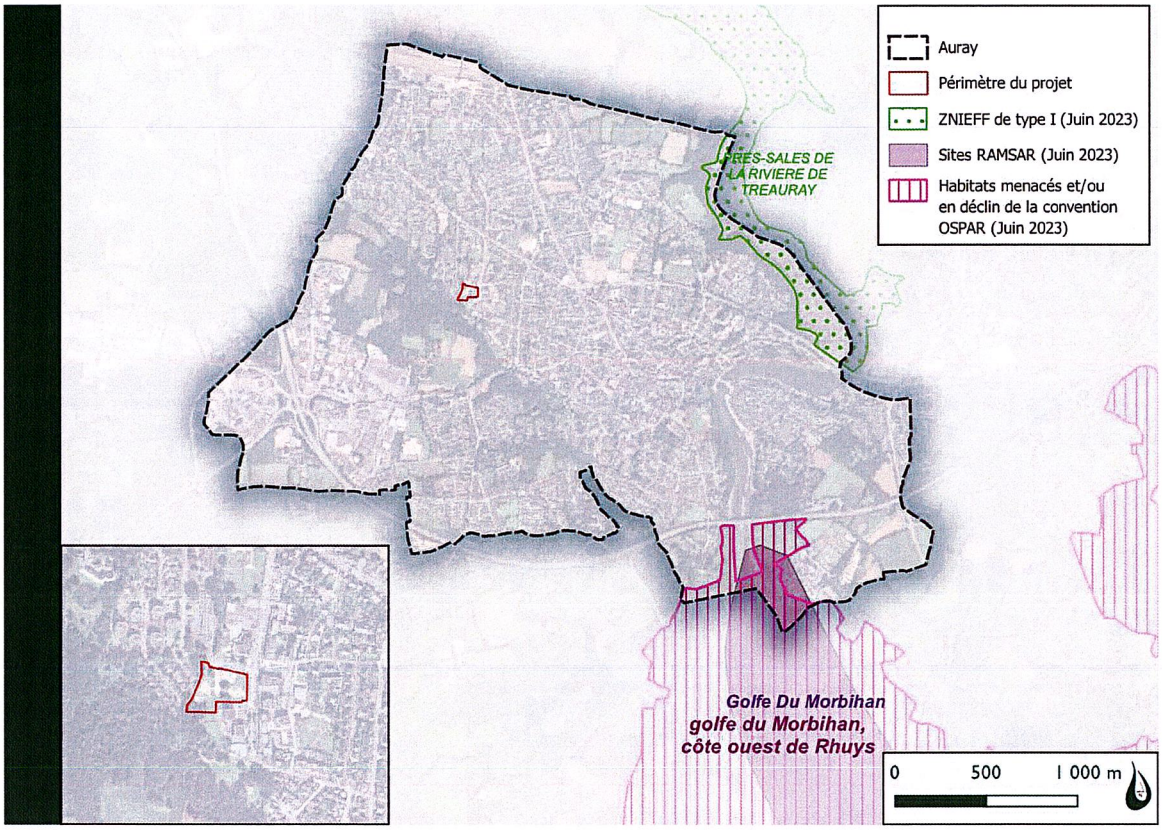


Figure 31 : Carte de localisation des zones naturelles protégées ou inventoriées à proximité du projet – INPN, GoogleEarth

7. RISQUES NATURELS

7.1. Inondations liées aux débordements de cours d'eau

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques.

Aucun PPRN n'a été approuvé sur le territoire communal.

De plus, l'atlas des zones inondables (AZI) vise à faciliter la connaissance des risques d'inondations par les collectivités territoriales, les services de l'État et le public.

Les AZI sont élaborés par les services de l'Etat et portés à la connaissance des collectivités et établissements en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il ne s'agit pas d'un document réglementaire mais d'un outil d'information, qui aide à la décision et à l'intégration des risques dans l'aménagement du territoire (à l'échelle des documents d'urbanisme comme à celle de l'aménagement opérationnel).

Situé hors PPRi et hors AZI, le projet n'est pas soumis à un risque avéré de débordements de cours d'eau.

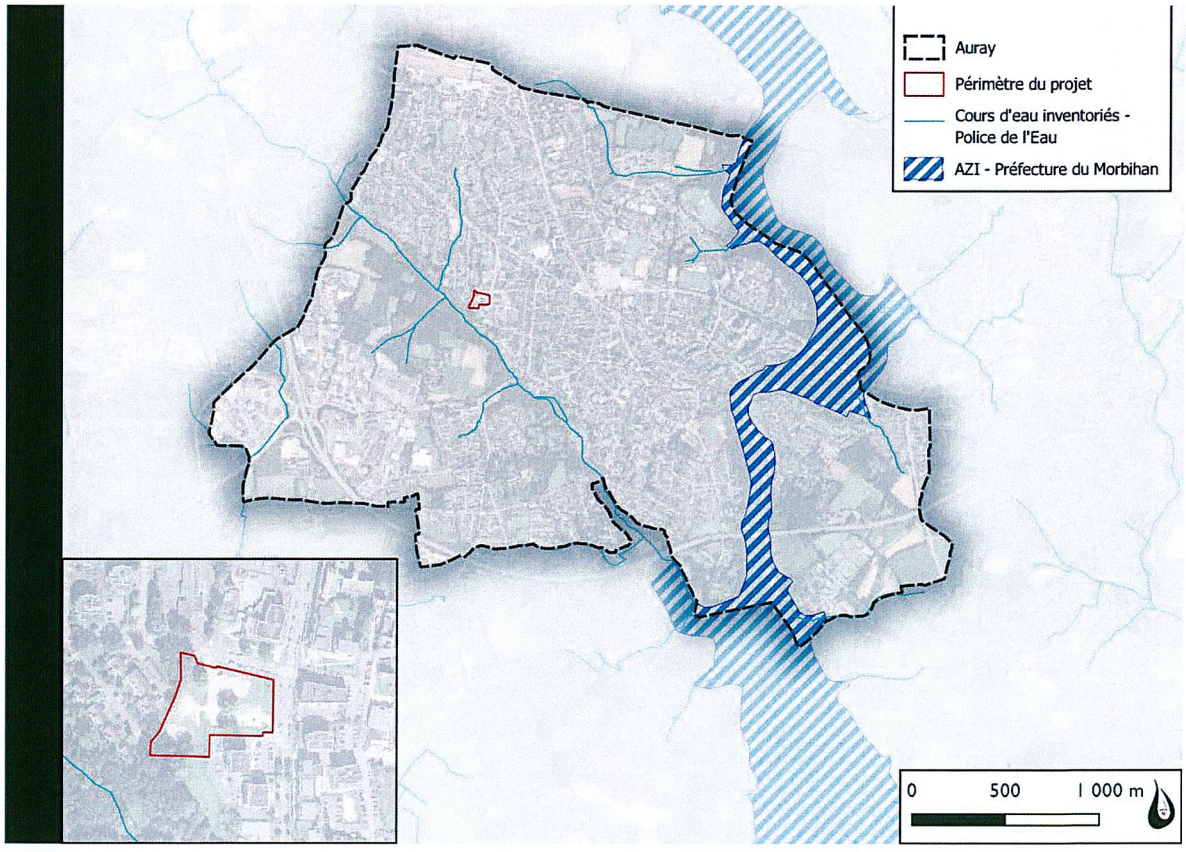


Figure 32 : Vulnérabilité du projet au regard du risque d'inondations – Source : Préfecture du Morbihan

7.2. Inondations liées aux submersions marines

Suite à l'événement « Xynthia » des 26 et 27 février 2010, la circulaire ministérielle éponyme émise le 7 avril 2010 demandait aux services de l'Etat de recenser les zones vulnérables au risque de submersion et de réglementer les projets d'urbanisme dans ces zones.

Des premières cartes de zones basses exposées au risque de submersion marine ont donc été notifiées aux 66 communes littorales du Morbihan fin 2010, suivies de cartes plus précises portées à connaissance des collectivités à l'automne 2011.

Ces dernières sont établies à partir du niveau marin de référence, niveau statique, superposé sur la topographie terrestre dont les levés ont été réalisés par des mesures aéroportées Lidar (précision à 10 cm).

Situé hors des zones d'aléa, le projet n'est pas soumis à un risque avéré de submersions marines.

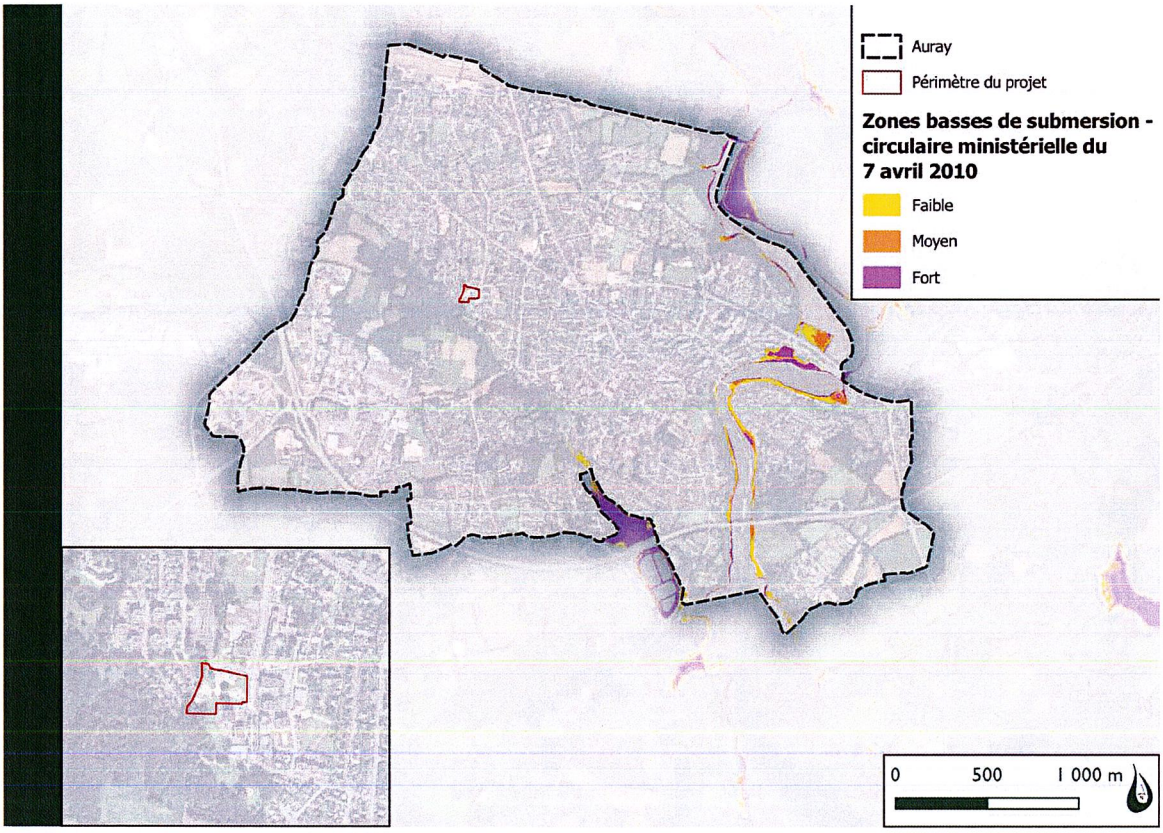


Figure 33 : Vulnérabilité du projet au regard de submersions marines – Source : Préfecture du Morbihan

7.3. Inondations liées aux remontées de nappes

Le BRGM a produit une carte du risque de remontée de nappe dans le socle géologique. Elle permet de cerner les territoires où la nappe est en mesure de déborder, d'affleurer le sol ou au contraire de demeurer à grande profondeur lors des hivers les plus humides. La nappe représentée peut ne pas être celle, plus profonde, exploitée pour les besoins de l'alimentation en eau potable ou pour d'autres usages mais une nappe d'eau superficielle, incluse dans les formations de surface (nappe dite perchée).

La commune est marquée par un risque de remontée de nappe au niveau de son réseau hydrographique.

Le projet n'est pas situé dans une zone potentiellement sujette aux remontées de nappes, à l'exception de sa frange Sud (parkings projetés).

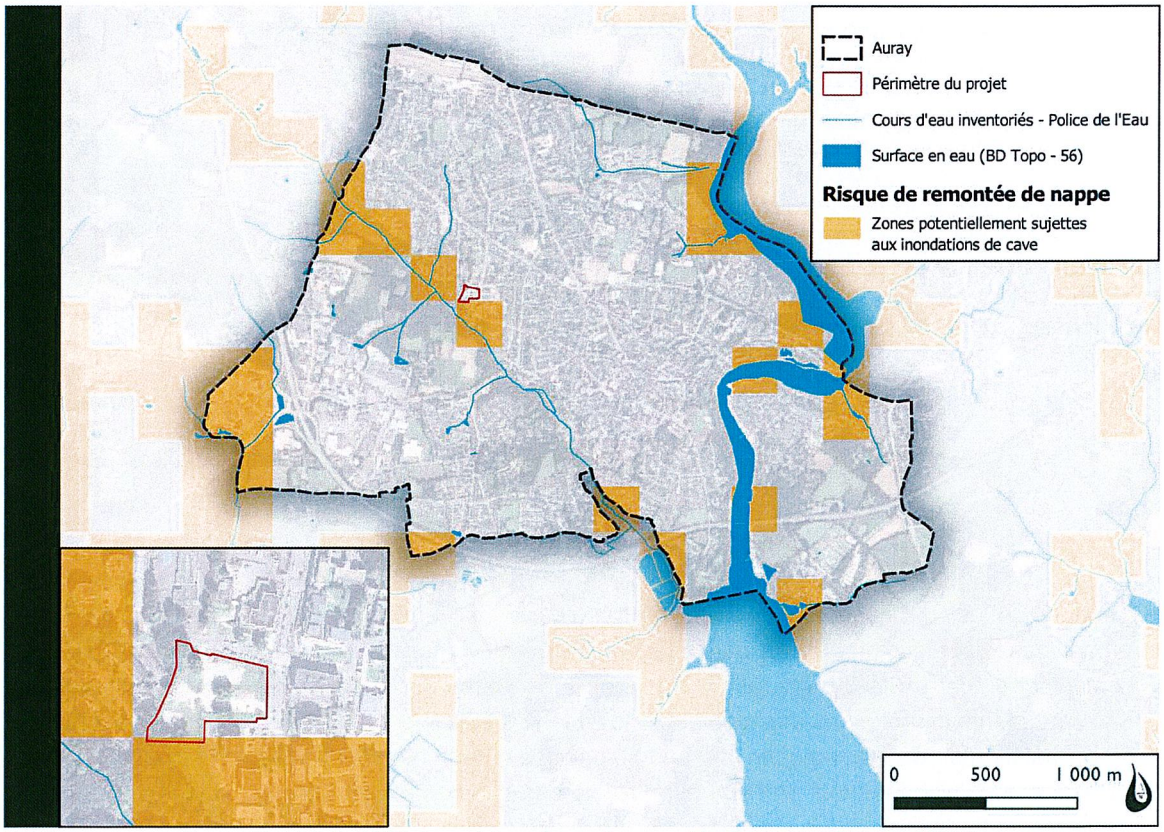


Figure 34 : Vulnérabilité du projet au risque de remontée de nappe – Source : BRGM

7.4. Inondations liées aux vents violents et tempêtes

Les vents violents peuvent entraîner des dégâts : effondrement de cheminées, déracinement des arbres, coupures temporaires des réseaux d'électricité ou de téléphonie. Lors d'un épisode orageux violent, la pluie peut provoquer des inondations et une érosion des sols, augmenter les risques d'accidents de la route. En milieu fortement urbanisé, ou les sols sont imperméables, les réseaux de collecte des eaux pluviales peuvent saturer et déborder.

Aucun arrêté de catastrophes naturelles de type tempête n'a été pris ces dernières années sur le territoire communal.

7.5. Le risque sismique

Les communes de France sont réparties en 5 zones de sismicité définies à l'article R.563-4 du code de l'environnement :

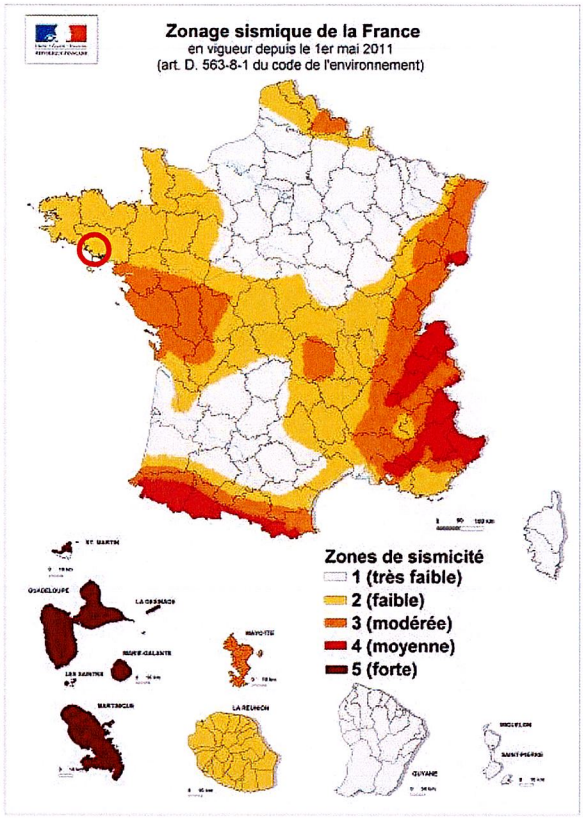
Zone 1 : aléa très faible,

Zone 2 : aléa faible,

Zone 3 : aléa modéré,

Zone 4 : aléa moyen,

Zone 5 : aléa fort.



Le nouveau zonage sismique change considérablement la donne en matière de construction et de rénovation du bâti en s'alignant sur les normes européennes. **La commune, comme sur l'ensemble de la Bretagne, est classé en zone de sismicité faible (zone 2).**

Dans les zones de sismicité faible (zone 2), les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories III et IV. Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret du 22 octobre 2010).

7.6. Le risque retrait / gonflement des sols argileux

Ce phénomène est la conséquence d'une modification de la teneur en eau dans le sol argileux, entraînant des répercussions sur le bâti. En période de pluviométrie « normale », les argiles sont souvent proches d'un état de saturation. Par temps de sécheresse, elles peuvent se rétracter de manière importante et provoquer des mouvements de terrain entrainant des phénomènes de fissuration dans les bâtiments. Ce phénomène se traduit principalement par des mouvements différentiels, concentrés à proximité des murs porteurs et particulièrement aux angles des constructions.
Les maisons individuelles et les collectifs sont particulièrement touchés par ce phénomène car les fondations sont relativement superficielles. Le retrait-gonflement des sols argileux concerne la France entière et constitue le second poste d'indemnisation aux catastrophes naturelles affectant les maisons individuelles.

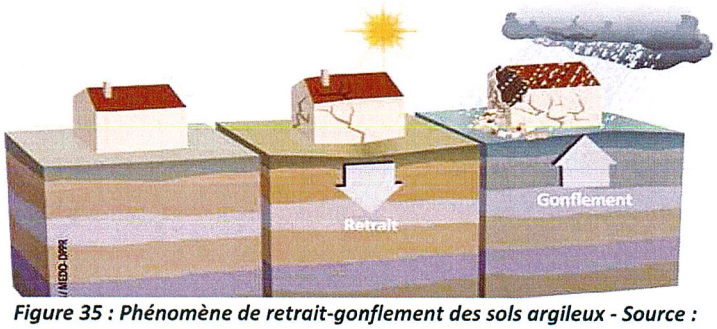


Figure 35 : Phénomène de retrait-gonflement des sols argileux - Source : MEEDDAT

Ces tassements différentiels sont évidemment amplifiés en cas d'hétérogénéité du sol ou lorsque les fondations présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des sous-sols partiels notamment, ou des pavillons construits sur terrain en pente). Les désordres se manifestent

aussi par des décollements entre éléments jointifs (garages, perrons, terrasses), ainsi que par une distorsion des portes et fenêtres, une dislocation des dallages et des cloisons et, parfois, la rupture de canalisations enterrées (ce qui vient aggraver les désordres car les fuites d'eau qui en résultent provoquent des gonflements localisés).

Globalement, les zones situées à proximité du réseau hydrographique présentent un risque plus élevé face à ce risque.

Le terrain étant situé à relative proximité du ruisseau du Reclus, la partie Sud du site est exposée à un aléa moyen identifié relatif au risque de retrait / gonflement des sols argileux.
En complément des normes de construction à respecter, le maître d'ouvrage limite l'exposition des professionnels et des patients à ce risque en implantant uniquement les espaces de circulation de giration, de stationnement et de verdure dans cette zone soumise à cet aléa, située sur le quart Sud-Ouest du site.

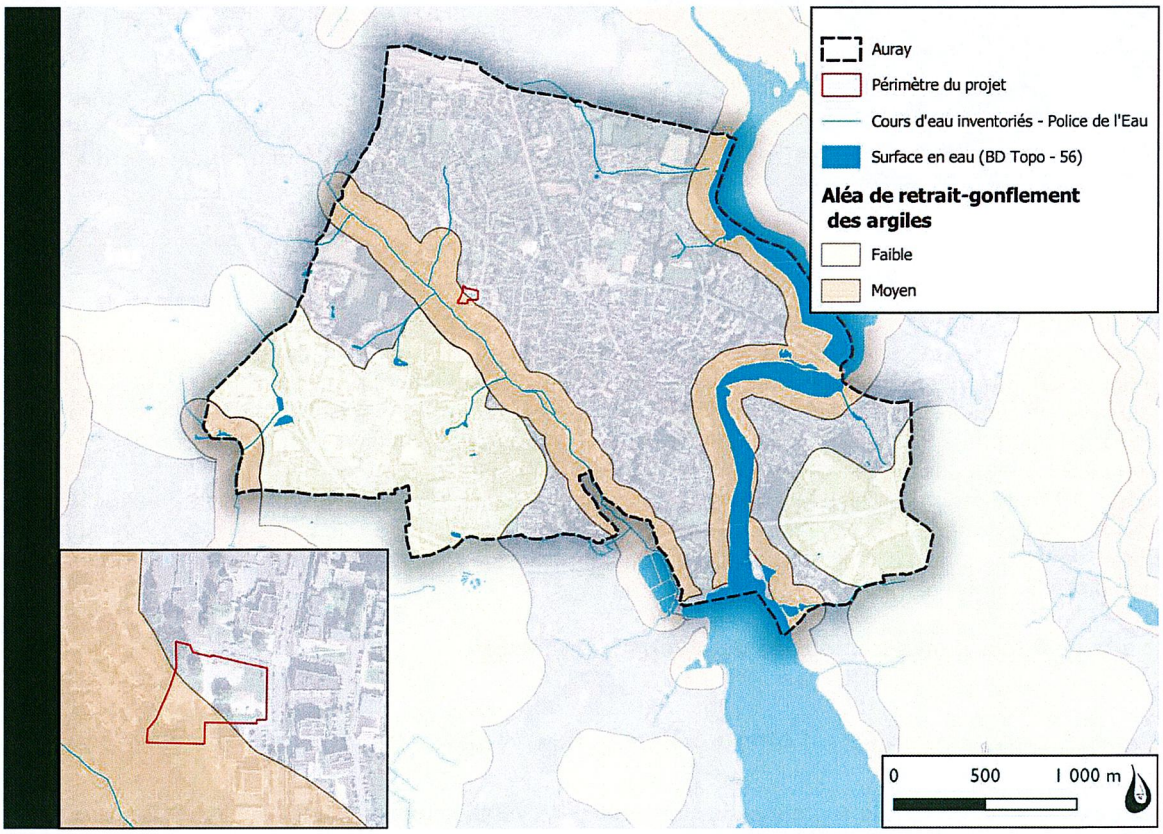
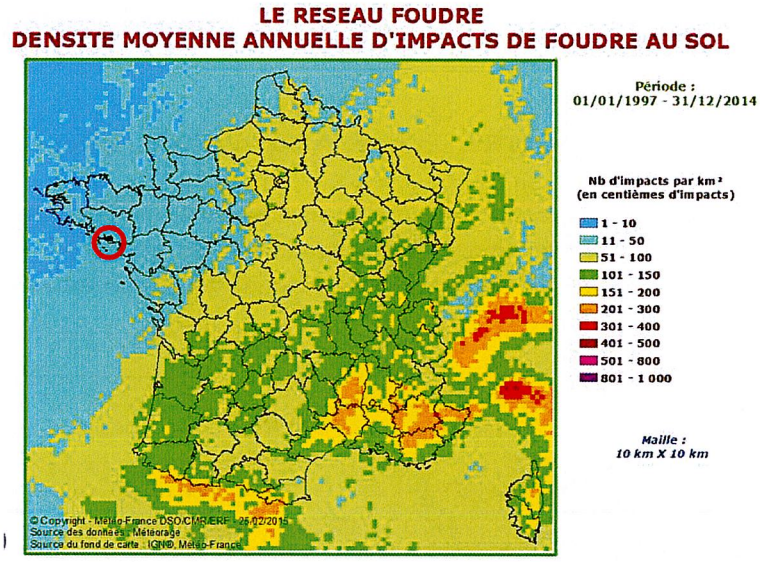


Figure 36 : Vulnérabilité du projet au risque de retrait/gonflement des argiles – Source : BRGM

7.7. Le risque lié à la foudre

La foudre est liée à l'orage, qui est un phénomène naturel d'origine climatique. Les orages naissent du recouvrement d'un air anormalement chaud par un air anormalement froid. Cette anomalie génère des courants d'air verticaux qui entraînent avec eux des fragments de glace et gouttelettes d'eau. Les frottements produits entre l'air et l'eau créent un déséquilibre entre les charges électriques ; déséquilibre qui provoque une décharge électrique et l'éclatement d'un orage lorsqu'il est trop important.

La foudre, puissant courant électrique, présente des dangers à la fois directs pour l'homme et l'environnement (incendie, électrocution) et indirects sur certains biens matériels, notamment électriques, les rendant défectueux.



Depuis 1989, la densité moyenne française de foudroiement est de 0,89 éclairs/km²/an. A titre de comparaison, la commune la plus foudroyée depuis 1989 et Lanas (Ardèche) avec 3,67 éclairs/km²/an. La commune la moins foudroyée est le Guilvinec (29) avec une DA de 0,06 arc/km²/an.

Figure 37 : Densité moyenne de foudre au sol par km²/an en centième (période 1997-2014) – Source : Météorage

D'après le site internet Météorage, la commune a une densité de foudroiement « très faible ».

7.8. Le risque lié au radon

Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments.
Gaz radioactif naturel, le radon est considéré en France comme la seconde cause de mortalité par cancer du poumon après le tabac. Sa concentration dans certains bâtiments représente un risque pour la santé, qu'il est possible de réduire par une bonne aération et ventilation.
Depuis 1987, le radon est classé comme cancérigène certain par l'OMS. En effet, en se désintégrant naturellement, il produit des particules radioactives dans l'air qui, une fois inhalées, se fixent sur les voies respiratoires et en irradient les cellules. À long terme, l'inhalation de radon peut conduire à augmenter le risque de développer un cancer du poumon.

Le site de l'opération est une zone à potentiel radon faible.

7.9. Le risque lié aux mouvements de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol.
Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes.
Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour).
Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

Aucun risque de mouvement de terrain n'a été identifiée à moins de 300 m du projet.

7.10. Le risque lié aux incendies et feux de forêt

On parle d'incendie de forêt lorsqu'un feu a menacé un massif de plus d'un hectare. Ils sont plus fréquents en été du fait de la sécheresse de l'air et des sols.
L'origine de l'incendie peut être naturelle (foudre), humaine (barbecue, mégot de cigarette, incendie volontaire) ou encore liée à une infrastructure (ligne de transport d'énergie, dépôt d'ordures).
En plus des dommages qu'ils entraînent sur l'environnement, les incendies de forêt peuvent mettre en danger les biens et les personnes situés à l'intérieur ou en lisière de forêt. En fonction des conditions climatiques (vent, taux d'humidité) et des caractéristiques de la végétation, ils peuvent être intenses et particulièrement difficiles à maîtriser.

Le terrain étant situé en zone urbaine et éloigné des massifs forestiers sensibles, le projet n'est pas exposé à un risque avéré de feu de forêt ni à Obligations Légales de Débroussaillement (OLD).

8. RISQUES TECHNOLOGIQUES

8.1. Le risque industriel et lié aux sites et sols pollués

Le risque industriel majeur correspond au risque accidentel pouvant survenir sur les sites industriels et entraîner des conséquences graves pour les personnes, les biens, et/ou l'environnement. Deux industries sont particulièrement génératrices de risques industriels :

- L'industrie chimique, qui produit, utilise ou stocke des substances chimiques, par exemple des produits destinés à un usage agroalimentaire (engrais) ou les produits pharmaceutiques (eau de javel) ;
- L'industrie pétrochimique, relative à l'ensemble des produits dérivés du pétrole (essence, goudron...)

Un accident industriel peut engendrer un incendie, une explosion, la dispersion dans l'air d'un produit toxique volatil ou de fumées toxiques, ainsi que la pollution des sols et/ou des eaux suite à la fuite d'un produit toxique pour l'environnement.

Aucun Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt) n'est applicable sur la Commune. Le territoire n'est donc pas concerné par un risque industriel majeur.

De même, aucune ICPE, sites BASOL ou BASIAS ne sont recensées à moins de 300 mètres du site.

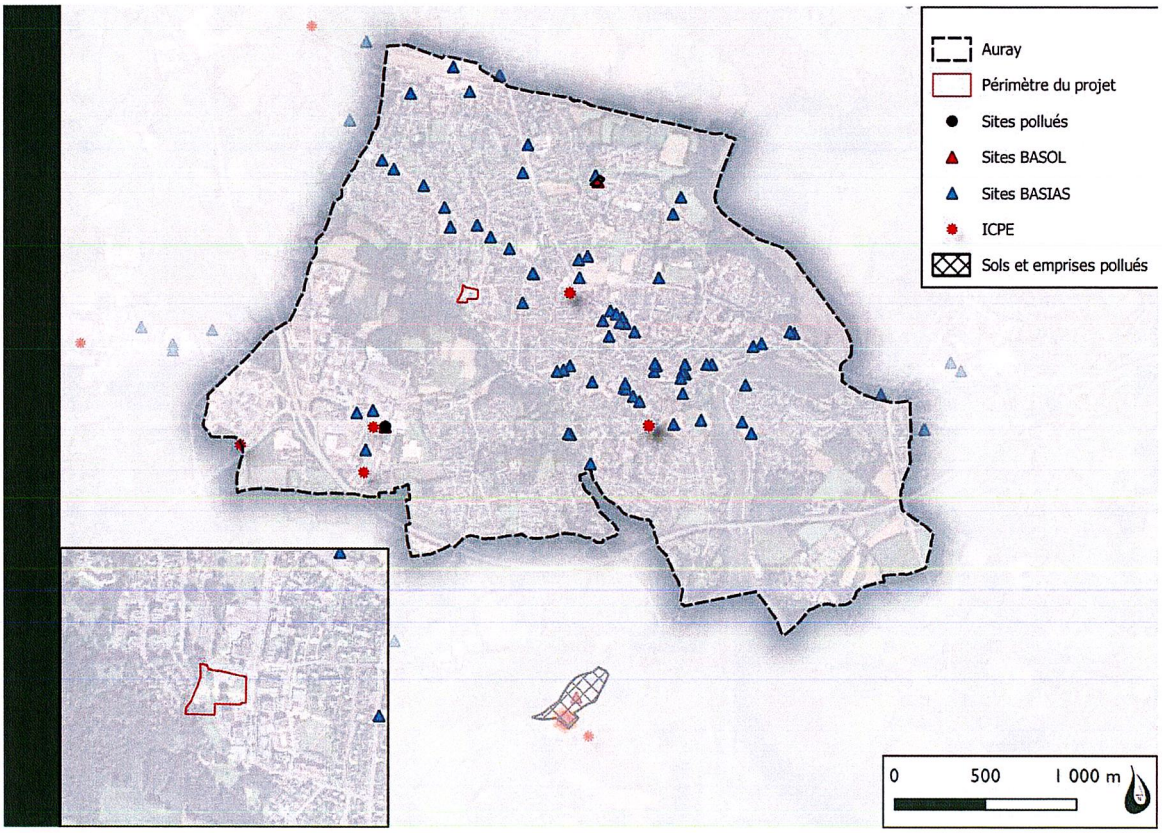


Figure 38 : Risque industriel et de pollution recensé à proximité du terrain – Source : Géorisques, Préfecture du Morbihan

En outre, **aucune pollution liée à d'anciennes activités anthropiques n'a été recensée à moins de 500 mètres du projet.**

D'après Géorisques et la Préfecture du Morbihan, aucun risque industriel avéré ne se situe sur l'emprise de l'opération ou à proximité directe.

8.2. Le risque nucléaire

La commune est située à environ 300 km de la centrale nucléaire de Flamanville, et à environ 250 km de la centrale nucléaire de Chinon.
La distance géographique d'une centrale nucléaire n'est pas un indicateur pertinent de l'exposition au risque. En effet, cette dernière dépend de nombreux autres facteurs comme la topographie, l'orientation des vents dominants, les précipitations, etc. Ainsi, une ville située à 80 km d'un site nucléaire mais dans le sens du vent, est plus exposée qu'une autre située à 30 km de la même installation mais abritée par le relief ou les vents dominants. Il est donc très difficile de déterminer le niveau de risque nucléaire d'une zone géographique.

Le risque nucléaire sur la commune ne peut donc être exclu.

8.3. Le risque de rupture de barrage

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. Les causes peuvent être diverses :

- Techniques : défaut de fonctionnement des vannes permettant l'évacuation des eaux, vices de conception, de construction ou de matériaux, vieillissement des installations ;
- Naturelles : séismes, crues exceptionnelles, glissements de terrain soit de l'ouvrage lui-même, soit des terrains entourant la retenue et provoquant un déversement sur le barrage ;
- Humaines : insuffisance des études préalables et du contrôle d'exécution, erreurs d'exploitation, de surveillance et d'entretien, malveillance.

Le phénomène de rupture de barrage dépend des caractéristiques propres du barrage. Ainsi, la rupture peut être :

- Progressive dans le cas des barrages en remblais, par érosion régressive, suite à une submersion de l'ouvrage ou à une fuite à travers celui-ci (phénomène de "renard") ;
- Brutale dans le cas des barrages en béton, par renversement ou par glissement d'un ou plusieurs plots.

La commune n'est pas concernée par un risque de rupture de digue et/ou de barrage.

8.4. Le risque lié au transport de matières dangereuses

Selon l'Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route (ADR), une marchandise est considérée comme dangereuse lorsque celle-ci représente un risque pour l'homme ou l'environnement. Elle peut être une matière, un objet, une solution, un mélange, une préparation ou encore un déchet.
Une matière dangereuse est une substance qui, par ses propriétés physiques ou chimiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle est susceptible de mettre en œuvre, peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement. Elle peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive. Le transport de matières dangereuses (TMD) concerne essentiellement les voies routières (2/3 du trafic en tonnes kilomètre) et ferroviaires (1/3 du trafic) ; la voie d'eau (maritime et les réseaux de canalisation) et la voie aérienne participent à moins de 5 % du trafic.

Le terrain n'est pas concerné par un risque lié au transport de matières dangereuses.

X. ANNEXE 9 : APPROCHE HYDRAULIQUE ET MODALITES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES PREVUES – DMEAU

La gestion des eaux pluviales du projet est définie dans une note hydraulique simplifiée présentée ci-après.
Les eaux pluviales collectées par l'opération devront être gérées pour une pluie d'intensité décennale. Si la nature du sol le permet, la gestion par infiltration devra être priorisée voir exclusive. Cette gestion pourra être obtenue par :

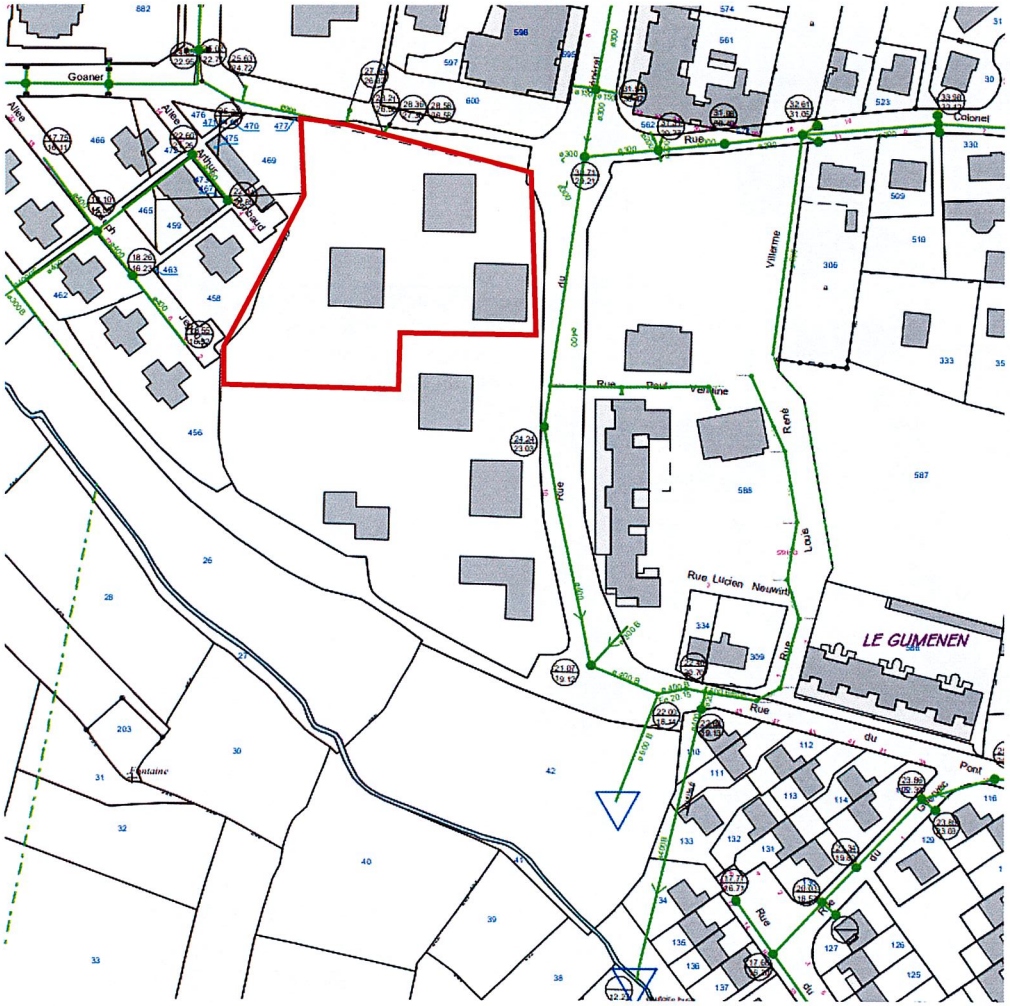
- Des stationnements à joints perméables pour collecter les surfaces de chaussée et les stationnements. Ils seront associés à des massifs de rétentions sous-jacents. Le volume de rétention total de ces massifs devra permettre de stocker et d'infiltrer une pluie d'intensité décennale. Le trop-plein sera géré par dégorgement des joints ou par collecte du drain et évacuation vers les deux noues aménagées au Sud-Ouest ;

- Deux noues créées au Sud-Ouest des stationnements, dimensionnées pour une pluie d'intensité décennale collecteront les surfaces imperméabilisées du bâtiment et le trop-plein des espaces de circulation des véhicules. Le terrassement sera défini en corrélation avec la nature du sol selon l'étude géotechnique.

Auray
Projet Maison médicale

Approche hydraulique

Projet de construction d'une maison médicale situé dans le quartier GUMELEN - Auray



- Réglementation pluviale locale en vigueur :
  - Zonage pluvial réalisé en Octobre 2016 par le cabinet d'études SBEA
  - Compensation de l'imperméabilisation générée pour tout projet de construction nouvelle ou extension de surface plancher > 12 m2;
  - Gestion par infiltration prioritaire et si impossibilité technique → gestion par régulation (3 l/s/ha)

Calcul du volume du bassin

Pour une grande superficie (S> 1000 m²),

Le temps de concentration (temps de transfert entre le point haut du projet et l'exutoire) est considéré de l'ordre de 60 minutes, le calcul du volume du bassin est alors donné par la formule suivante

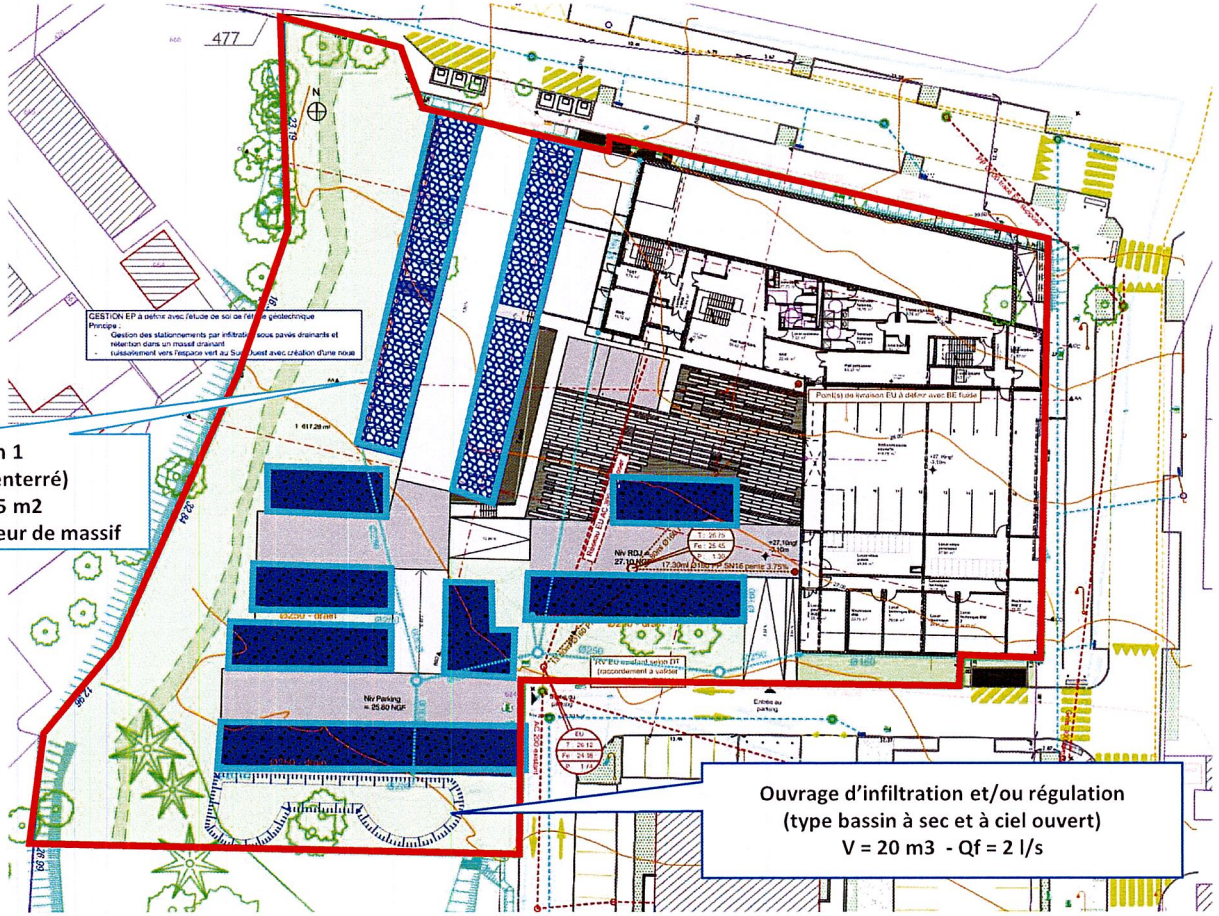
$$V = 192xC*S-4* Q_f$$

- V : volume en m3
- Qf : débit de fuite en l/s
- S : surface totale du projet en ha
- C : coefficient d'imperméabilisation

Coefficient d'imperméabilisation – état futur			
Types	Surface totale m2	Cimp	Surface active m2
Espaces verts	2 465	0	0
PK drainant	1 025	0.5	513
Parvis	325	1	325
Toitures	1 605	1	1 605
Voirie imperméable	930	1	930
Total	**6 350**	**0.53**	3 373

DM EAU

Projet d'aménagement
S = 6 350 m² - Cimp = 0,53
Volume total de stockage :
Vtot = 60 m³



Ouvrages d'infiltration 1
(Type massif de cailloux - enterré)
Surf. PK drainant = 1 025 m2
V1 = 40 m3 pour 20 cm de hauteur de massif

Ouvrage d'infiltration et/ou régulation
(type bassin à sec et à ciel ouvert)
V = 20 m3 - Qf = 2 l/s

DM EAU